



GENERATION HUMANAIRE



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014



rédaction

Lucile Badon, Ivan Deret,
Gilles Groizeleau, Serge Gruel, Eric Martin,
Lionel Roux, Joël Terville

iconographie

photo de couverture

République Centrafricaine. Région de la Ouaka.
Programme d'assistance d'urgence Eau, Hygiène et Assainissement.
© Estelle Verron / Triangle G H

photo page 3

© Régis Dondain

photo page 4

Birmanie. Groupe de discussion dans le cadre du programme d'amélioration
des conditions de vie des populations rurales isolées de l'Etat du Chin.
© Triangle G H

photos page 7

Timor Leste. Borne fontaine.
© Antao Ton Coa / Triangle G H
Birmanie. Salle de classe.
© Triangle G H

Timor Leste. Sensibilisation des communautés pour une meilleure
protection des femmes et des enfants victimes de violence.
© Charlotte Morin / Triangle G H
Birmanie. Formation à l'utilisation d'un motoculteur à Matupi.
© Jonathan Domarle / Triangle G H

photo page 9

Soudan (Darfour). Distribution de céréales à Mukjar.
© Triangle G H

photo page 12

République Centrafricaine. Enfants des rues. Maraude de jour dans les rues de Bangui.
© Ismahan Fehrat / Triangle G H

photo page 16

Corée du Nord. Sohung (province de Hwanghae du Nord). Réhabilitation du réseau d'eau.
© Olivier Hariot / Triangle G H

photo page 18

Corée du Nord. Construction d'un réservoir d'eau.
© Triangle G H

photos pages 39, 40, 41 et 42

© Régis Dondain et © Eric Martin

Photos pages 42, 43 et 44

© Philippe Merchez



ÉDITORIAL

Ces dernières années ont été marquées par des crises humanitaires majeures en République Centrafricaine, au Sud Soudan, en Syrie, en Irak, et dans les régions touchées par le virus Ebola. Plus près de chez nous, l'est de l'Ukraine est en proie au chaos, suspendu à un fragile cessez-le-feu. Ces crises mobilisent comme jamais jusqu'alors l'ensemble de la communauté humanitaire qui doit faire face à de multiples conflits inscrits dans la durée. Les ressources humaines et financières de nos organisations sont durement éprouvées alors même que les besoins grandissent.

En 2014, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) estime que le nombre de personnes réfugiées, déplacées ou en demande d'asile dans le monde a dépassé les 50 millions, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Autrement dit, plus de 50 millions de personnes déracinées ont besoin d'assistance à travers le monde. Toujours selon la même agence, plus de 207 000 personnes ont tenté de traverser la Méditerranée à destination de l'Europe, 3 419 migrants au moins ont perdu la vie en quête d'un avenir meilleur. Un chiffre trois fois supérieur au précédent record de 2011. Les prévisions 2015 sont alarmantes, puisque selon l'OMI¹, 500 000 migrants tenteront la traversée.

En République Centrafricaine, la crise politique et les violences entre la coalition Séléka et les milices anti-Balakas se sont intensifiées, et affectent lourdement l'ensemble de la population du pays. Des centaines de milliers de personnes ont fui leur région d'origine, déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées dans les pays voisins. Triangle G H a débuté son action dans le pays en 2007, en venant en aide aux Soudanais du Darfour réfugiés dans les préfectures du nord-est. Nous sommes aujourd'hui présents dans plusieurs régions du pays. Nos équipes (une centaine de personnes) déploient leurs savoir-faire dans un contexte sécuritaire éprouvant.

En 2014 toujours, plus d'un million d'Irakiens fuyant les djihadistes de l'EI se sont réfugiés au Kurdistan irakien. Ils sont venus s'ajouter aux 225 000 réfugiés syriens, et ont augmenté considérablement la population de cette région autonome d'Irak, avec des conséquences économiques et sociales désastreuses pour les plus vulnérables. Présent et opérationnel au Kurdistan irakien depuis 2013 dans le cadre d'un premier projet d'assistance à la population syrienne, Triangle G H s'est mobilisé dès le mois d'août 2014 pour faire face à cette nouvelle urgence sanitaire, et pour offrir aux familles nouvellement déplacées des conditions de vie décentes.

Alors que nous terminons ce rapport annuel 2014, nous projetons d'intervenir auprès des populations déplacées en Ukraine, ce pays voisin dans lequel, selon l'ONU, près de cinq millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire en raison du conflit.

Face aux enjeux liés à la multiplication et à la longévité des crises, nous devons rester fortement mobilisés, être à la hauteur des exigences morales et matérielles d'une situation qui nous impose toujours plus de solidarité et de convergence.

■ Christian Lombard & Patrick Verbruggen / directeurs



SOMMAIRE

Acteur d'une solidarité durable et partagée	5
--	---

2014 en quelques mots et chiffres clés	6
---	---

Nos métiers notre expertise	7
------------------------------------	---

Sécurité alimentaire et développement rural	9
---	---

Education et psychosocial	12
---------------------------	----

Eau, hygiène et assainissement	16
--------------------------------	----

Génie civil et construction	18
-----------------------------	----

L'approche intégrée	20
---------------------	----

Les programmes en cours en 2014	23
--	----

Philippines, une approche inclusive	32
--	----

République Centrafricaine, au cœur d'une crise oubliée	33
---	----

Algérie, 40 ans dans les camps du désert algérien	35
--	----

Perspectives 2015	37
--------------------------	----

2014, l'année des 20 ans !	39
-----------------------------------	----

Les partenariats privés	46
--------------------------------	----

L'équipe lyonnaise et le Conseil d'administration	47
--	----

Origine et emplois des ressources	48
--	----

conception graphique
nathalie navarre graphiste
+33 [0]4 78 28 55 44
n.navarre@wanadoo.fr

relecture et corrections
scarabeo.contact@scarabeo.fr
http://scarabeo.fr

traduction . anouk matéo
anouk_mateo@yahoo.com
www.annlou-traduction.com

impression
Champagnac . 15000 Aurillac
encres végétales,
imprimé sur papier
en provenance de forêts
gérées durablement



“ Acteur d’une solidarité durable et partagée ”

Né en 1994 d’une volonté de développer une expertise transversale et pérenne, Triangle G H, association de solidarité internationale, élabore et met en œuvre des programmes d’urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l’eau, de l’hygiène et de l’assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial.

En 2014, ses équipes engagées sont présentes dans 11 pays et gèrent 46 programmes grâce à des partenariats publics durables avec les principaux bailleurs internationaux.

Les programmes réalisés apportent un soutien direct ou indirect à plusieurs centaines de milliers de personnes, au travers d’interventions caractérisées par une approche globale de l’aide humanitaire intégrant urgence, réhabilitation, développement et démarche environnementale.

Fondé sur des valeurs communes d’écoute et de réactivité, lieu de vie et d’expression des engagements personnels, des savoir-faire et de leur partage, Triangle G H revendique “taille humaine”, professionnalisme et pragmatisme, en valorisant la notion d’association au sens de **“personnes qui mettent en commun leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices”**.

L’association est moteur de projets qu’elle élabore avec des partenaires nationaux en identifiant et en mobilisant les ressources et les compétences

locales pour apporter des réponses concrètes aux situations inacceptables des populations en souffrance, participer à la lutte contre la pauvreté et pour l’intégration sociale, soutenir sans discrimination d’aucune sorte les groupes de personnes victimes de conflits, de catastrophes naturelles ou de tout type de situation les plongeant dans la précarité. Son approche vise à répondre au plus près des besoins exprimés, et tend vers l’autonomie des groupes de personnes aidées.

Administrée par un Conseil élu, l’association agit en totale indépendance. Son financement étant en grande partie assuré par des institutions internationales, elle est régulièrement soumise aux audits des organisations qui la financent, et a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics permettant d’inscrire son action dans la durée. Depuis 2012, elle s’oriente vers une recherche active de partenariats privés (entreprises, fondations d’entreprise...). ■

Philippines. Distribution de bétail pour l’élevage domestique.
Photo : Mégane Brasselet / Triangle G H



Timor Leste. Banafi. Raccordement de la ligne de transmission d’eau. Photo : Triangle G H



“ 2014, en quelques mots et chiffres clés ”

89 salariés de droit français, dont 64 expatriés

417 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine

11,3 millions d'euros de budget

Des équipes présentes dans **11 pays**

46 programmes conduits simultanément

93 % des ressources affectées directement aux actions sur le terrain

27 partenaires **bailleurs de fonds**

et **15 partenaires opérationnels**

L'association est membre de la Coordination Humanitaire et Développement (CHD) et de Coordination Sud. Elle est signataire du Contrat Cadre de Partenariat avec le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et de l'accord de partenariat opérationnel (FAOP) avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).





NOS MÉTIERS NOTRE EXPERTISE



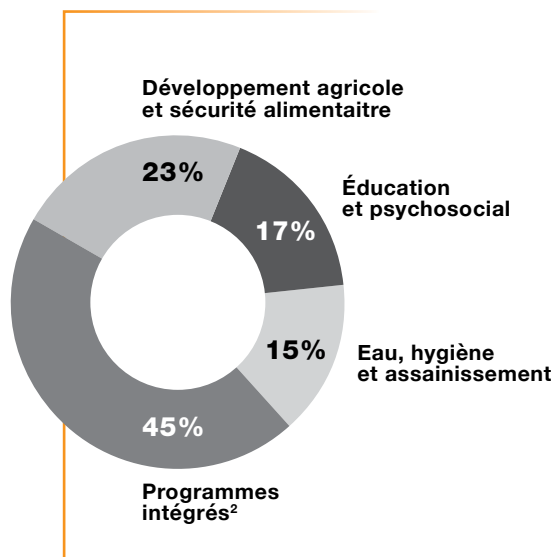
Pôle technique

Triangle Génération Humanitaire intègre dans ses programmes une réponse spécialisée lors de situations nécessitant une assistance humanitaire, de reconstruction, ou encore de développement.

Au sein d'une approche généraliste, le moteur de l'action de Triangle G H est un fonctionnement professionnel et fortement interactif qui inclut plusieurs domaines d'expertise :

- Sécurité alimentaire et développement rural,
- Éducation et psychosocial,
- Eau, hygiène, et assainissement,
- Génie civil¹.

Répartition par secteurs¹



L'approche progressive

« assistance humanitaire – reconstruction - développement » implique de réduire progressivement l'assistance directe en la compensant par une participation croissante des acteurs locaux à tous les stades du projet. L'activité d'assistance - après une catastrophe d'origine naturelle ou anthropique - devient dès lors un accompagnement participatif vers un développement durable.

Par ailleurs, **la continuité** ou **la réplication** des actions rend les acteurs nationaux protagonistes de leur propre changement, forces de proposition ou d'action, et en capacité de trouver les financements nécessaires au fonctionnement de leurs structures. Ils peuvent construire et mettre en place des programmes, les suivre et les améliorer. La nécessité d'intervention exogène disparaît, remplacée par des solutions strictement endogènes.

Triangle G H dispose d'un **pôle technique**.

Chacun des quatre conseillers qui le composent est responsable de l'un des domaines d'expertise, et intervient à chaque étape des actions de l'association :

- Étude, expertise et évaluation,
- Stratégie et mise en œuvre,
- Transfert de compétences aux acteurs locaux,
- Création d'outils méthodologiques et mise en place de formations,
- Activation et développement d'un réseau interprofessionnel,
- Mise à jour continue des bibliothèques techniques et capitalisation de l'expérience.

1 • Génie civil et construction sont intégrés dans les programmes développement agricole et sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement.

2 • Ces programmes intègrent au moins deux composantes du pôle technique.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & DÉVELOPPEMENT RURAL

De l'assistance alimentaire au développement agricole

Dans l'objectif d'ajuster au mieux ses actions aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire, Triangle G H a poursuivi en 2014 la mise en œuvre d'interventions d'assistance alimentaire, d'actions de relance de la production agricole, et de programmes de plus long terme visant une réduction de la pauvreté et une amélioration pérenne de la sécurité alimentaire à travers le développement agricole et rural.

NOURRIR

Dans les contextes de crise ou post-crise, la satisfaction des besoins vitaux - au premier rang desquels l'alimentation - représente une réelle difficulté. Triangle G H s'efforce de la résoudre en distribuant directement de la nourriture, ou en donnant aux personnes aidées les moyens d'en produire.



Birmanie. Observation d'un brin de riz avant récolte.
Photo : Jonathan Domarle / Triangle G H

Dans les zones d'intervention souffrant d'un contexte sécuritaire volatil (Soudan ou RCA) ou d'une insécurité alimentaire particulièrement élevée (Corée du Nord), les échanges avec les populations et les responsables villageois permettent d'adapter individuellement les actions, qu'il s'agisse de distribution d'aliments ou de moyens de production. Ces distributions sont souvent complétées par un soutien technique, qui permet aux bénéficiaires de mettre en culture des parcelles et d'étendre la disponibilité en aliments destinés à la consommation au sein des ménages.

Selon le contexte, ces soutiens peuvent s'accompagner d'une aide monétaire pour que chaque famille puisse faire face à ses besoins immédiats, et traverser la période particulièrement critique de relance des activités économiques.

PRODUIRE

Les familles paysannes sont les premières à souffrir de la faim. Afin d'assurer leur autonomie, Triangle G H les accompagne vers une meilleure sécurité alimentaire par l'augmentation de leur production, tout en limitant leur dépendance vis-à-vis des matières premières ou des marchés volatils.

Dans les zones isolées, l'augmentation de la production agricole est un facteur clé de l'amélioration des conditions de vie, et la diversification des productions est essentielle à une meilleure sécurité alimentaire.

Le renforcement des capacités techniques, via l'apport de matériel, la mise en place de parcelles expérimentales, l'introduction de nouvelles pratiques, les formations et discussions techniques entre pairs animées par l'équipe du projet permettent d'augmenter à la fois la productivité et la diversité de manière significative.

Les populations sont alors moins vulnérables et surtout beaucoup moins dépendantes des échanges commerciaux avec le reste du pays.



Birmanie. Récolte du riz.
Photo : Jonathan Domarle / Triangle G H

PRÉSERVER

L'environnement est primordial pour la production alimentaire.

En priorisant la promotion systématique de pratiques agro écologiques, l'économie des ressources rares et la valorisation des ressources abondantes, Triangle G H favorise la préservation des ressources naturelles (eau, sol, biodiversité).



Birmanie. Captage d'un cours d'eau pour l'irrigation.
Photo : Jonathan Domarle / Triangle G H

La dimension environnementale s'inscrit en filigrane de chacune des interventions des équipes de Triangle G H, qu'il s'agisse de formations techniques, de la mise en place de parcelles de démonstration ou de conseils dispensés quotidiennement aux paysans bénéficiaires.

Des actions simples mais efficaces permettent d'améliorer à court terme les rendements et la production alimentaire, et à moyen terme d'assurer la résilience des systèmes productifs : travail systématique sur la matière organique et plus généralement sur l'activité biologique du sol, promotion de la biodiversité cultivée et des variétés locales, ou encore gestion cohérente de la ressource en eau dans les projets d'irrigation.

Enfin, les pesticides chimiques sont totalement exclus : une sensibilisation des agriculteurs aux risques liés à leur utilisation s'accompagne de la mise en place d'alternatives locales répondant aux contraintes techniques rencontrées.

COOPÉRER

L'un des principaux freins au développement économique réside dans le faible niveau de mécanisation des paysanneries pauvres. Le soutien aux groupements paysans permet de rentabiliser le matériel de production, de transformation ou de stockage, et d'encourager les échanges de connaissances, l'entraide et la reconnaissance.

Les groupements existants, bien que souvent nombreux et actifs, limitent généralement leur activité à des travaux agricoles en commun. En aidant ces groupements à se structurer, Triangle G H les accompagne vers une officialisation de leur rôle au sein des villages, et à une meilleure reconnaissance de la part des autorités. Ils sont ainsi en mesure, à la fois de pérenniser les infrastructures et les pratiques mises en place, et de mobiliser des fonds permettant l'achat groupé et le stockage d'intrants agricoles, ou la location et l'entretien de matériel.

Triangle G H coopère également avec des associations locales pour favoriser leur autonomisation et assurer la pérennité des actions mises en œuvre dans les pays d'intervention.

Cette collaboration apporte à Triangle G H une meilleure connaissance du terrain, des coutumes et des traditions locales, en échange d'un appui technique et méthodologique ou institutionnel et administratif. ■



Birmanie. Réunion de travail en vue de sélectionner des microprojets d'aménagement des rizières. Photo : Lionel Roux / Triangle G H



ÉDUCATION & PSYCHOSOCIAL

12

Protéger, éduquer, insérer les populations vulnérables dans leur communauté

Depuis sa création, Triangle G H est convaincu qu'au-delà de l'aide matérielle apportée aux populations en difficulté, une autre dimension s'impose.

Sur les zones d'intervention, des enfants, des adolescents et leurs familles ont besoin d'être accompagnés pour faire face au bouleversement de leur existence, au traumatisme qu'ils viennent de vivre, à leur situation extrême de réfugiés, déplacés, «retournés», ou à la précarité de leurs conditions de vie.

Ces actions sont systématiquement réalisées en concertation avec la communauté, qui retrouve souvent, par son implication, le chemin de sa reconstruction et de son identité.

L'accompagnement psychosocial d'une personne s'inscrit dans un processus long et nécessite des modes de prise en charge différents suivant sa situation, son vécu et sa progression dans son parcours de réintégration / réinsertion. Les programmes psychosociaux répondent eux aussi à l'approche progressive :

Prise en charge directe des difficultés sociales et psychologiques des populations particulièrement vulnérables (enfants, adolescents, adultes, personnes âgées et/ou handicapées, orphelins, enfants

non accompagnés et/ou souffrant de traumatismes liés à la guerre, à l'exil, aux catastrophes naturelles...) : hébergement, aide alimentaire, fourniture de produits d'hygiène, de soins médicaux ou encore d'une écoute nécessaire à la survie et à la dignité.

Accompagnement de la personne en rupture dans son projet de reconstruction et de réinsertion sociale : programmes d'alphabétisation, de scolarisation, de formation professionnelle ou encore d'aide à la création d'activités génératrices de revenus.

Appui à la gestion de structures associatives ou gouvernementales à vocation sociale et/ou éducative (réseaux d'associations, établissements scolaires, centres d'accueil de jour, d'hébergement, de soins...) : formations pour les différents acteurs du secteur social (animateurs, éducateurs, assistantes sociales, enseignants, cadres dirigeants et administratifs) afin de renforcer sur le long terme les capacités d'une communauté à assurer la réinsertion des personnes vulnérables de façon autonome.

Plusieurs des programmes mis en place ces dernières années s'articulent sur les étapes suivantes :

Un premier volet s'emploie à renforcer les compétences et les moyens du partenaire après une évaluation approfondie de ses forces et faiblesses. Ce renforcement se concrétise par des formations en gestion de projet, gestion administrative et financière, procédures et recherches de financement auprès des bailleurs internationaux, et formations techniques spécifiques dans l'accompagnement social/éducatif des personnes bénéficiaires.

Un deuxième volet met en œuvre des actions en faveur des populations vulnérables ciblées, soit en s'appuyant sur des activités déjà existantes menées par le(s) partenaires(s) (accueil de jour, hébergement, scolarisation, formation professionnelle...) mais qui doivent être renforcées ou développées pour répondre aux besoins, soit en mettant en place des services inexistantes (dispositif de famille d'accueil, antenne mobile de prévention, suivi en milieu carcéral, service d'aide à la réinsertion...).

Un dernier volet, plus transversal, consiste à mener des actions de sensibilisation auprès de la communauté ou des autorités pour promouvoir les droits des personnes vulnérables (mineurs en danger, femmes victimes de violence, personnes handicapées...).



République Centrafricaine. Enfants des rues. Maraude de jour dans les rues de Bangui. Photo Ismahane Fehrat / Triangle G H



Timor Leste. Sensibilisation des communautés pour une meilleure protection des femmes et des enfants victimes de violence. Photo : Charlotte Morin / Triangle G H

Programme pour la protection de l'enfance à Brazzaville et Pointe-Noire

Les échanges réguliers entre Triangle G H et le REIPER (Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants de la Rue) et le soutien de l'Union Européenne ont abouti à la mise en place d'un programme en faveur de la protection de l'enfance d'une durée de 3 ans à la fin de l'année 2013.

Pour assurer la pérennité de la protection et de la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité, il est indispensable de collaborer avec un partenaire local, et de s'assurer de ses compétences et de ses capacités.

Ce programme a donc été construit sur trois phases. La première vise à améliorer les compétences du bureau de coordination du REIPER et de ses membres, grâce à la

formation (accompagnement social personnalisé, gestion administrative d'une structure sociale...), et à un soutien à la recherche de fonds et à la rédaction de projet.

La seconde phase consiste à mettre en place des actions en faveur des mineurs en danger à Brazzaville et Pointe Noire : une antenne mobile, espace d'accueil, d'écoute, de prévention et d'orientation vers les services essentiels, effectuée sur Brazzaville des tournées régulières pour rencontrer des enfants sur leurs lieux de vie. Un réseau pilote de 25 familles d'accueil (15 à Brazzaville, 10 à Pointe Noire), et des sessions de formation ont été mises en place pour l'ensemble des participants (familles d'accueil, travailleurs sociaux et institutionnels).

A la Maison d'arrêt de Brazzaville, des activités socio-culturelles et éducatives favorisent la réinsertion des jeunes en conflit avec la loi. Enfin, une remise à niveau scolaire est dispensée aux enfants placés en institution, de même que des sessions de formation et d'insertion professionnelle en direction des jeunes.

La troisième phase est consacrée à la formation des acteurs sur les dispositifs légaux en faveur de la protection de l'enfance. Une équipe de sensibilisation, composée de membres du REIPER, est formée pour mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer, des messages de sensibilisation sont élaborés à partir de la Loi 04-2010 du 14 juin 2010 portant sur la protection de l'enfant en République du Congo, et des campagnes de sensibilisation et de formation sont organisées au profit des acteurs en lien avec les mineurs en danger (personnel de police, maison d'arrêt, orphelinats, écoles, CAS, CSI).

1 200 enfants pris en charge par les structures du REIPER, 180 mineurs incarcérés à la Maison d'arrêt de Brazzaville et 1900 mineurs en situation de rupture sociale et familiale sont les bénéficiaires directs de ce programme. Mais celui-ci cible également plusieurs groupes : Bureau de coordination du REIPER et les 20 associations membres du réseau à Brazzaville et Pointe Noire : Handicap Afrique – Association des Jeunes pour le Développement et le Travail (AJDT) – Action de Solidarité Internationale (ASI) – Espace Jarrot – Association Espace Enfant (ASE) – Action Espoir des Enfants en Détresse (AEED) – Centre d'Accueil des Mineurs (CAM) – Caritas Brazzaville – Centre d'Insertion et de Réinsertion des Enfants Vulnérables (CIREV) –

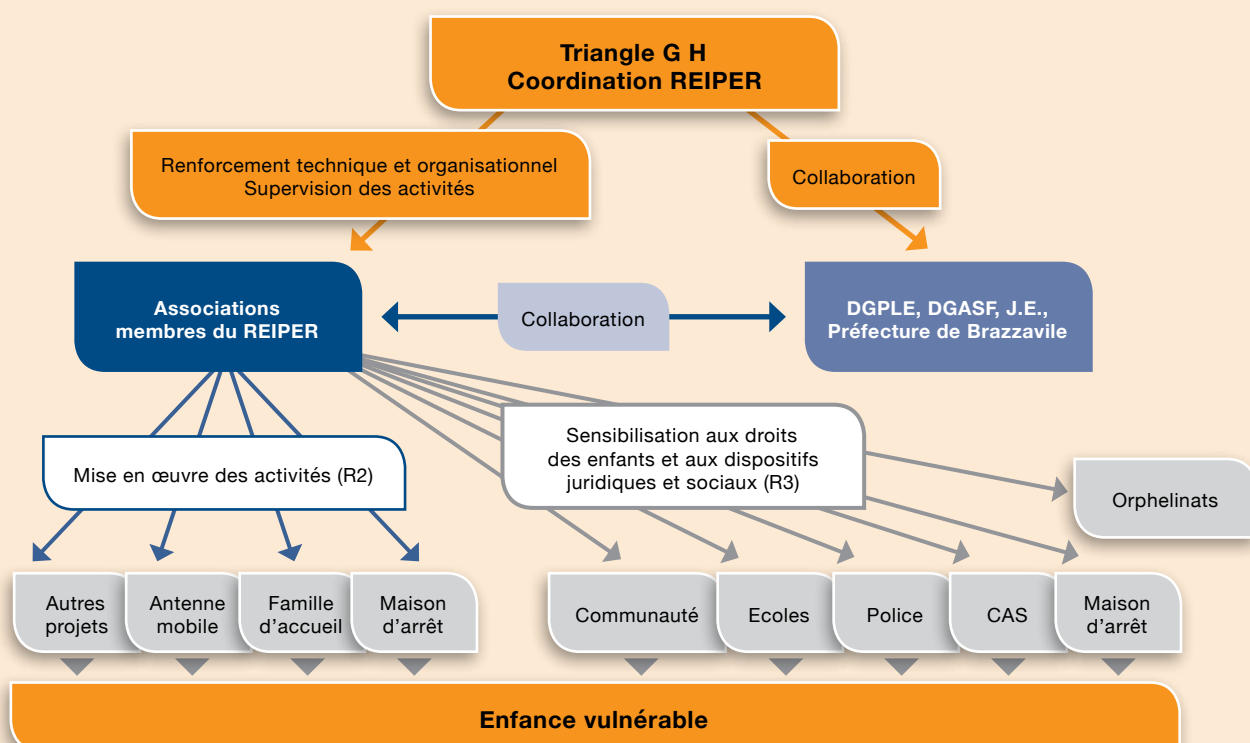
Association Serment Universel (ASU) – Perpétuel Secours – Gaston Céleste – Coeur Immaculé de Marie – Orphelinat de la Divine Miséricorde (ONDDM) – Samu Social de Pointe Noire (SSPN) – Education en Milieu Ouvert (EMO) – Foyer Père Anton – Communauté Chemin de la Croix et de la Résurrection (3CR) – Secours International du Mouvement Chrétien pour la Solidarité (CIMCS) – Enfance Créatrice de Développement (ENCREDE).

Institutions et acteurs en lien avec l'enfance en danger au Congo : Direction Générale des Affaires Sociales, Juges des Enfants, Direction de la Protection Légale de l'Enfance, Direction de la Réinsertion et de l'Action Sociale à la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire, Maison d'Arrêt de Brazzaville, Préfecture de Brazzaville, Direction départementale de la Police, Responsables des orphelinats et écoles publiques, Responsables des Circonscriptions d'Actions Sociales (CAS) et des Centres de Santé Intégrés (CSI).

Un comité de pilotage, composé de membres du REIPER (Président, Coordination, Membres), de Triangle G H, d'un représentant des enfants, d'un représentant de chaque Ministère impliqué (Affaires Sociales, Justice, Intérieur (Préfecture de Brazzaville), Éducation), d'un membre de la Délégation de la Commission Européenne au Congo, de l'Ambassade de France et d'autres partenaires éventuels suit et valide les grandes étapes du programme.

Cette action, dont le budget est de 800 000 €, est financée par l'Agence de coopération EuropeAid (Commission européenne) pour 75%, et par le ministère des Affaires étrangères. ■

Méthodologie de l'intervention



En savoir plus sur les partenaires...

Le REIPER est une association congolaise à but non lucratif créée en 2003 et composée de 20 organisations membres (15 à Brazzaville et 5 à Pointe-Noire). Ses objectifs sont la professionnalisation du travail et des actions de ses membres, le développement de partenariats avec les pouvoirs publics, et des actions de sensibilisation en vue d'améliorer les interventions auprès de l'enfance vulnérable.

Elle intervient dans différents domaines : hébergement, accompagnement en milieu ouvert, autres accompagnements spécifiques, formation et insertion socio-professionnelle, scolarisation.

Le REIPER est membre de la plateforme de concertation nationale des acteurs étatiques et non étatiques, du comité de mise en œuvre de la loi portant sur la protection de l'enfant au Congo, du Réseau International des travailleurs de Rue, de la coalition Internationale pour le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant (PFCIDE), et de l'Assemblée plénière du PCPA Congo.

République Centrafricaine. Enfants des rues. Sur les rives de l'Oubangui lors d'une des maraudes de l'antenne mobile.
Photo Florent Caillibotte / Triangle G H



République Centrafricaine. 20 Novembre 2014. Tournoi de football au stade Boganda de Bangui organisé pour les enfants des rues à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant.
Photo Florent Caillibotte / Triangle G H



Algérie. Camps de réfugiés sahraouis.
Atelier de menuiserie dans un établissement spécialisé pour les enfants handicapés. Photo Triangle G H





EAU, HYGIENE & ASSAINISSEMENT

De l'assistance humanitaire au développement, un même objectif : la diminution de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies hydriques

Les programmes portant sur l'accès à l'eau de boisson, à un meilleur assainissement et à l'amélioration de l'hygiène sont tous destinés à venir en appui aux populations ne pouvant pas ou difficilement subvenir à leurs propres besoins. Les actions s'inscrivent dans la durée, avec pour objectif l'amélioration constante des facteurs favorables à une **meilleure santé** et à une **réduction de la morbidité et de la mortalité**, notamment infantile.

Dans le cadre d'une action d'urgence, les populations déplacées suite à une catastrophe naturelle ou à des combats accèdent à des zones généralement sous-équipées, particulièrement pour l'accès à l'eau potable et à des structures sanitaires adéquates.

Triangle G H assure alors la construction et la gestion de points d'eau temporaires, mais aussi la distribution de biens de première nécessité tel que bâches, kits de cuisine et d'hygiène, savon, ou matériel permettant la construction de latrines.

Ces réponses rapides sont facilitées par un travail préparatoire de **réduction des risques et de préparation aux urgences**, qui repose sur une **analyse continuellement renouvelée du contexte**, des risques potentiels, et sur la mise en place d'un **plan de contingence**. Ce travail préparatoire inclut le prépositionnement de matériel, mais aussi la **sensibilisation** aux risques encourus auprès des **populations** et des **autorités**.

Dans les situations en voie de normalisation ou normalisées, Triangle G H ajuste ses approches en développant des projets dits de post-urgence ou de développement. Quelle que soit la nature du contexte, l'intervention et l'expertise de Triangle G H ont pour but d'améliorer la condition des personnes dont les besoins ne peuvent être couverts ni par elles-mêmes, ni par les systèmes étatiques en place.



Kurdistan irakien. Distribution d'eau aux populations irakiennes déplacées. Photo : Triangle G H



République Centrafricaine. Préfecture de la Ouaka. Rampe de distribution d'eau. Photo : Triangle G H

Diversité des approches, constance des aspects transversaux

Dès que cela est possible, Triangle G H mène ses programmes avec des partenaires locaux, qui en plus d'apporter leur expertise favorisent la mobilisation communautaire et facilitent les interactions. Triangle G H apporte un soutien à la gestion de projet, aux designs hydrauliques et techniques ou encore à la diffusion d'outils tels que l'ATPC¹. Cette approche basée sur le partenariat est mutuellement bénéfique, puisqu'à travers l'échange d'expériences et de compétences, elle permet le renforcement des capacités des structures locales qui pourront par la suite répliquer ces connaissances et garantir la pérennité des résultats obtenus.

L'appui à des partenaires, ONG nationales ou Organisations Communautaire est complété par un **soutien aux représentants locaux d'institutions publiques**. Il s'agit alors d'appuyer leur capacité à mener à bien des projets dans les domaines où Triangle G H dispose d'une expérience reconnue.

D'autres **aspects transversaux** sont systématiquement mis en avant quand le contexte le permet : une **approche environnementale**, telle que la gestion des ressources naturelles hydriques souterraines et de surface dans le cadre de la Gestion des Ressources Naturelles (GRS), ou l'**approche genre**² systématiquement incluse dès la conception d'un projet. ■



Forage à Ban Mai Nong Nyo. Photo : Joël Terville / Triangle G H

¹ • Assainissement Total Piloté par la Communauté (Community-Led Total Sanitation - CLTS), méthode qui vise à encourager la communauté à analyser sa propre situation en matière d'assainissement dans l'objectif d'atteindre la fin de la défécation à l'air libre.

² • "L'approche genre" suppose de considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux. Le genre est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun (hommes et femmes) des rôles spécifiques. SOURCE FAO

GÉNIE CIVIL & CONSTRUCTION

La transversalité des activités de construction dans les programmes

La cellule Génie civil et Construction assure depuis plus de 4 ans l'expertise dans le domaine de la construction d'ouvrages, composante que l'on retrouve dans la quasi-totalité des programmes mis en œuvre par Triangle G H.



Philippines. Séchoir. Programme de soutien à l'algoculture.
Photo : Triangle G H

Les activités de construction couvrent donc une grande variété d'ouvrages, de la réhabilitation à la création de nouvelles structures, tant en génie civil (ponts, routes...) que dans le secteur du bâtiment (écoles, bâtiments agricoles...).

Dans bon nombre de programmes, les activités de construction permettent de relier les différentes thématiques abordées dans l'approche intégrée conduite par Triangle G H, de répondre ainsi au mieux aux besoins des populations, et d'améliorer l'impact des actions dans les divers secteurs d'activité.

La grande diversité des actions menées depuis de nombreuses années et dans plusieurs pays a permis d'acquérir une expérience importante et très variée pour chacune des thématiques :

Programmes liés à la sécurité alimentaire et au développement rural : la cellule Génie civil et Construction intervient sur les ouvrages d'irrigation (barrages en béton armé et en gabions, canaux d'irrigation...), sur la construction ou la réhabilitation de bâtiments d'élevage et de silos. Dans le cadre de projets liés au développement économique ou au désenclavement d'une zone de production agricole, la cellule Génie civil et Construction prend en charge l'amélioration des pistes (reprofilage, drainage), ainsi que la reconstruction des ponts. Enfin, dans les projets comprenant une composante de réduction des risques de catastrophes naturelles, la cellule travaille à la réalisation de digues ou d'ouvrages de régulation des crues.

Programmes liés à l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement : les activités de construction de réservoirs de stockage d'eau (béton armé, maçonnerie ou ferrociment), de points de distribution (bornes fontaines, puits) ou de traitement et de valorisation des déchets (incinérateurs, canaux de drainage, fosses de stockage et de traitement des eaux usées) relèvent des compétences de la cellule, de même que la construction de latrines publiques et individuelles.

Programmes liés au soutien psychosocial et socioéducatif : dans ce cadre, la cellule intervient dans les activités de construction d'écoles et de centres de formation.

En 2014, les activités de Triangle G H liées à la construction d'ouvrages ont été principalement axées sur les thématiques de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau et à l'assainissement. ■



Laos. Construction d'un canal d'irrigation. Photo : Margot Petitpierre / Triangle G H



Birmanie. Construction d'un canal d'irrigation. Photo : Triangle G H

“ L’approche intégrée — garante de diversité dans les actions et optimisant leur impact, elle se conjugue au pluriel en intégrant toutes les expertises de l’association — exemple au Soudan ”

Dans la continuité des programmes d’urgence et de post-urgence développés au Darfour depuis 2004, Triangle G H a mené durant l’année 2014 des actions intégrées avec le soutien financier de l’UNHCR¹, d’ECHO² et d’EuropeAid³. Cette action illustre l’intégration des différentes compétences du pôle technique.



Contexte

Depuis avril 2013, les localités d’Um Dukhun et de Bindizi (Darfour central) ont été particulièrement touchées par des conflits entre des tribus arabes (Misseriya et Salamat), qui ont entraîné de nombreux déplacements de population. Début 2014, la reprise des combats à Um Dukhun a causé de nouveaux déplacements. Des familles Salamat se sont installées dans différentes zones à 40 km des villes d’Um Dukhun et de Mukjar. Les familles de la tribu Misseriya et des autres tribus minoritaires se sont elles installées dans les camps à Um Dukhun, ainsi que dans 11 villages autour de la ville. Par conséquent, les infrastructures d’eau et d’assainissement existantes, déjà précaires, sont devenues insuffisantes pour l’ensemble de la population. En juin 2014, des conflits armés à Kabar ont causé la mort d’environ 100 personnes. Les autorités

locales ont déployé les forces conjointes du Gouvernement soudanais à Kabar et Um Dukhun, et les deux tribus ont fini par signer une trêve puis la cessation des hostilités le 24 juin. Depuis, la situation sécuritaire à Um Dukhun et Bindizi est relativement calme. Cependant, depuis octobre, les incidents liés au banditisme sont en augmentation, et aucune perspective de résolution de cette situation n’est en vue. Tandis que les autres ONG présentes à Um Dukhun ont commencé des interventions dans les domaines de la santé et de la nutrition, Triangle G H assume le rôle d’ONG leader pour les projets de type Eau, Hygiène et Assainissement et la distribution des biens non alimentaires dans la stratégie de réponse face aux nombreux déplacements de populations, préalablement recensés par l’OIM⁴.

Soudan. Bindizi. Distribution d’articles non alimentaires. Photo : équipe nationale / Triangle G H



1 • Agence des Nations Unies pour les réfugiés

2 • Direction générale de la Commission Européenne pour l’aide humanitaire et la protection des civils

3 • Direction générale de la Commission Européenne pour le développement et la coopération

4 • Organisation Internationale pour les Migrations



Soudan. Mukjar (Darfour). L'équipe Développement rural et sécurité alimentaire de Triangle G H. Photo : équipe nationale / Triangle G H



Soudan. Um Dukhun. Distribution d'articles non alimentaires. Photo : équipe nationale / Triangle G H

Assistance multisectorielle aux Personnes Déplacées Internes, retournées et autres communautés vulnérables affectées par les conflits au Darfour Central

Le premier volet de ce programme porte sur l'approvisionnement en services de base et de première nécessité. Des évaluations ont permis d'identifier les ménages les plus vulnérables, qui ont reçu des biens non alimentaires selon leurs besoins spécifiques (bâches en plastique pour s'abriter contre les conditions climatiques difficiles, couvertures et matelas, ustensiles de cuisine, seaux et jerrycans, mais aussi vêtements). Des moustiquaires ont également été distribuées afin de prévenir les maladies durant la saison des pluies, en particulier pour les femmes enceintes et les jeunes enfants.

Le deuxième volet **Développement Rural et Sécurité Alimentaire** s'est intégré dans la continuation de la première action, pour améliorer l'autonomie des moyens d'existence de ces populations. Tout d'abord, 6 000 ménages ont reçu des intrants agricoles (semences et outils) sous forme de coupons financés par le CHF⁵ et le CIAA⁶, à utiliser lors de foires agricoles. Les équipes de Triangle G H ont mené des formations sur la production de céréales sur des parcelles pilotes appartenant à des agriculteurs préalablement sélectionnés. Ces derniers sont choisis pour la position de leur terre (accessibilité et visibilité), leurs connaissances en agriculture et leur capacité à transmettre ces connaissances. Cinq parcelles pilotes ont été sélectionnées dans chaque zone d'intervention et des formations sur la préparation des terres, les méthodes alternatives de désherbage, les techniques de récolte, de sélection des semences et de stockage ont été dispensées. Les propriétaires des parcelles sont par la suite chargés de diffuser ces techniques.

1 775 personnes ont également bénéficié d'un appui direct par la distribution de kits de semences maraî-

chères, et des formations pratiques et théoriques sur la culture durable des fruits et légumes ont été organisées afin de faciliter la diffusion de techniques innovantes au sein des communautés (pépinières, prévention sur l'utilisation de pesticides, préparation des terres, utilisation du compost...). Enfin, afin de contribuer à la diversification des moyens d'existence des populations ciblées, différentes activités génératrices de revenus ont été identifiées et soutenues : charrette à âne (moyen de transport pour l'eau potable), élevage de volaille, apiculture...

Parallèlement, dans le domaine de l'**Eau Hygiène et Assainissement**, une action d'urgence et un programme pluriannuel de post-urgence ont été développés sur les mêmes zones.

Soudan. Réparation d'une pompe manuelle. Photo : équipe nationale / Triangle G H



5 • Fonds humanitaires communs des Nations Unies

6 • Le Comité interministériel d'aide alimentaire (CIAA) est l'instance décisionnelle de l'aide alimentaire programmée (AAP) de la France.



Soudan. Geneina. Formation théorique aux méthodes de récolte et de stockage des céréales. Photo : équipe nationale / Triangle G H

6 • Water and Environmental Sanitation, Département soudanais de l'eau et de l'assainissement en milieu rural

7 • Lier Urgence Réhabilitation et Développement

L'action d'urgence soutenue par ECHO, menée avec l'appui technique de la cellule au siège et des spécialistes expatriés et nationaux sur le terrain, permet aux populations d'être mieux préparées face à d'éventuelles situations d'urgence.

Des actions de désinfection des puits non protégés, de chloration des points d'eau contaminés et de réhabilitation de points d'eau mécanisés ont été conduites. De même, des actions d'installation de point d'eau d'urgence sur les forages existants, de distribution de nouvelles latrines et d'outils pour la collecte des déchets, ainsi que de promotion

Collecte et analyse de données

La collecte de données sur le terrain est indispensable aussi bien lors de la mise en œuvre des programmes que lors des phases d'évaluation, ou pour en mesurer l'impact lorsqu'ils sont achevés. Triangle G H a donc développé en 2014 de nouveaux outils liés à de nouvelles applications. Collectées directement sur le terrain par le biais de questionnaires sur tablettes tactiles ou smartphones, complétées par des coordonnées GPS (voir chapitre SIG) et des informations multimédia (photo, vidéo, enregistrement sonore), ces données alimentent les bases qui sont ensuite analysées à l'aide de tableurs pour illustrer l'ensemble de nos rapports et aider aux choix et orientations des actions au sein des programmes. Ces dispositifs seront dans un premier temps déployés courant 2015 au Soudan, et équiperont à terme l'ensemble de nos missions.

KoBo Toolbox : <http://www.kobotoolbox.org/>

S.I.G.

Les SIG (Systèmes d'Informations Géographiques) permettent de recueillir, de gérer et d'analyser des données spatiales. Basées sur la collecte d'informations relatives aux activités sur le terrain et liées à des coordonnées géographiques obtenues à l'aide de récepteurs GPS (Global Positioning System), toutes ces informations sont ensuite analysées afin d'obtenir une cartographie des données. Il est ainsi possible de planifier les rotations agricoles au niveau d'un village (Myanmar), de suivre l'évolution des besoins en eau dans les camps de déplacés (Darfour), ou encore de bénéficier d'une représentation des réseaux d'adduction d'eau et des infrastructures sanitaires à l'échelle d'une ville (Corée du Nord). Le développement de l'utilisation des SIG et la généralisation de leur usage au sein des missions de Triangle G H ont été rendus possibles grâce à une formation dispensée courant 2014 par l'association CartONG sur l'utilisation du logiciel QGIS (Quantum Geographic Information System).

SIG : http://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_d%27information_g%C3%A9ographique

QGIS : <http://fr.wikipedia.org/wiki/QGIS> - <http://www2.qgis.org/fr/site/>

CartONG : <http://www.cartong.org/fr>

de bonnes pratiques d'hygiène ont été réalisées.

La cellule Génie Civil et Construction est venue en appui pour les travaux.

Triangle G H mène dans le même temps un programme de post-urgence avec le soutien financier d'EuropeAid, pour le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs locaux dans la gestion de l'approvisionnement en eau potable et l'accès à l'assainissement. Les agents du WES⁶ et les membres des Comités de gestion de l'eau reçoivent des formations, et les communautés sont sensibilisées sur l'importance des bonnes pratiques d'hygiène et leur rôle dans le développement social.

Triangle G H a débuté son intervention dans cette région en construisant et en réhabilitant directement les infrastructures EHA. Au fil des années, grâce à ses différents domaines d'expertise, l'association a commencé progressivement à transférer ces responsabilités de gestion au WES et aux Comités de gestion de l'eau, s'ancrant dans la dynamique « *linking relief rehabilitation and development*⁷ (LRRD) », tout en privilégiant une approche la plus **multisectorielle, généraliste et interactive** possible. ■

LES PROGRAMMES EN COURS EN 2014



ALGÉRIE

ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS SAHRAOIS VULNÉRABLES VIVANT DANS LES CAMPS AU SUD DE TINDOUF

Financement : ECHO (Direction générale de l'aide humanitaire - Commission européenne)

Budget : 580 000 €

Durée : 12 mois (mai 2014 – avril 2015)

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Partenaires : MASPF (ministère des Affaires sociales et de la promotion des femmes), ministère de l'Eau, ministère de l'Équipement

ASSISTANCE AUX GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES DES RÉFUGIÉS SAHRAOIS DE LA RÉGION DE TINDOUF

Financement : UNHCR – Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Budget : 2 161 400 €

Durée : 12 mois (janvier 2014 – décembre 2014)

Bénéficiaires : 90 000 personnes

Partenaires : ministères sahraouis : Équipement, Affaires sociales et de la promotion des femmes, Santé, Eau et environnement, Coopération et transport.

PROJET DE SOUTIEN AUX PERSONNES HANDICAPÉES ÉTABLIES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOIS

Financement : ECHO - Direction générale de l'aide humanitaire (Commission européenne)

Budget : 275 000 €

Durée : 12 mois (mai 2013 – avril 2014)

Bénéficiaires : 3 394 personnes

Partenaires : ministère de l'Équipement, ministère des Affaires sociales et de la promotion des femmes, ministère de la Santé



BIRMANIE

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS RURALES ISOLÉES DE L'ÉTAT DU CHIN

Financement : AFD (Agence Française de Développement), Fondation de France, Fondation Lady Michelham

Budget : 393 835 €

Durée : 24 mois (octobre 2013 – septembre 2015)

Bénéficiaires : 3 984 personnes

Partenaires : AYO (Ar Yone Oo)

AMÉLIORATION DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES VIVANT DANS LES VILLAGES ISOLÉS DU CANTON DE MATUPI, DANS L'ÉTAT DU CHIN

Financement : CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères)

Budget : 330 000 €

Durée : 16 mois (septembre 2013 – décembre 2014)

Bénéficiaires : 3 446 personnes

Partenaires : AYO (Ar Yone Oo)

CORÉE DU NORD

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET AUX ÉQUIPEMENTS SANITAIRES POUR LES HABITANTS DE LA VILLE DE SOHUNG

Financement : SIDA (Agence suédoise de coopération internationale pour le développement) - OXFAM Hong-Kong

Budget : 450 000 € + 153 069 €

Durée : 24 mois (novembre 2012 – octobre 2014) + 9 mois (avril 2014 – décembre 2014)

Bénéficiaires : environ 30 550 personnes

Partenaires : Comité populaire de Sohung, MoCM (ministère de l'Aménagement urbain)

AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SOINS GÉRIATRIQUES POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Financement : ambassade de Pologne – Polish Aid

Budget : 12 100 €

Durée : 6 mois (juin 2014 – décembre 2014)

Bénéficiaires :

Bénéficiaires directs :

28 membres du Comité central de la fédération nord-coréenne pour le soin des personnes âgées (KFCA), 70 employés de l'Institut national de recherche en gérontologie, 50 patients (lits) de l'Institut national de recherche en gérontologie, 49 bénéficiaires directs des formations dispensées (médecins des hôpitaux, de la Croix-Rouge coréenne, etc.)

Bénéficiaires finaux :

432 222 personnes âgées de + de 60 ans vivant à Pyongyang

700 membres des Comités provinciaux de KFCA

3 154 911 personnes âgées de + de 60 ans en RPDC

Partenaires : KFCA - Fédération nord-coréenne pour le soin des personnes âgées - Institut national de recherche en gérontologie

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES PERSONNES ÂGÉES EN MAISONS DE RETRAITE

Financement : CIAA - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (ministère des Affaires étrangères)

Budget : 385 000 €

Durée : 18 mois (mars 2014 – août 2015)

Bénéficiaires : 7 280 personnes

Partenaires : Maisons de retraite ciblées par le projet - KFCA - Fédération nord-coréenne pour le soin des personnes âgées



RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne) 75%, CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères)

Budget : 666 000 €

Durée : 27 mois (janvier 2014 – mars 2016)

Bénéficiaires : 28 membres du comité national du KFCA - Fédération nord-coréenne pour le soin des personnes âgées, 150 membres des comités provinciaux du KFCA, 7 209 personnes âgées en maisons de retraite, 3 154 911 personnes de plus de 60 ans dans le pays (bénéficiaires finaux)

Partenaires : KFCA - Fédération nord-coréenne pour le soin des personnes âgées

KURDISTAN IRAKIEN

EDUCATION D'URGENCE POUR LES ENFANTS RÉFUGIÉS SYRIENS

Financement : ECHO (Direction générale de l'aide humanitaire - Commission européenne), OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations-Unies), Département du Rhône

Budget : 391 000 €

Durée : 18 mois (décembre 2013 – mai 2015)

Bénéficiaires : 286 enfants

Partenaires : JORD (Judy Organization for Relief and Development), ONG syrienne basée au Kurdistan irakien

PROGRAMMES D'URGENCE POUR LA POPULATION IRAKIENNE DÉPLACÉE ET LA POPULATION SYRIENNE RÉFUGIÉE

Financement : Région Rhône-Alpes

Budget : 40 000 €

Durée : 6 mois (octobre 2013 – mars 2014)

Bénéficiaires : 250 enfants réfugiés syriens

PROGRAMME D'URGENCE DE SUPPORT EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT AUX IRAKIENS DÉPLACÉS AU KURDISTAN

Financement : Région Rhône-Alpes

Budget : 40 000 €

Durée : 3 mois (août 2014 – novembre 2014)

Bénéficiaires : 4 500 personnes

ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE AUX POPULATIONS TOUCHÉES PAR LE CONFLIT

Financement : CDC (Centre de Crise - ministère des Affaires Étrangères)

Budget total : 100 000 €

Durée : 3 mois (novembre 2014 - janvier 2015)

Bénéficiaires : 184 familles irakiennes déplacées

PROGRAMME D'URGENCE EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT POUR LES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LE CONFLIT

Financement : UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget total : 190 630 USD

Durée : 3 mois (décembre 2014 – février 2015)

Bénéficiaires : 4 521 personnes parmi 960 familles déplacées



LAOS

AMÉLIORER DURABLEMENT L'ENVIRONNEMENT SANITAIRE ET L'ACCÈS À L'EAU DANS 17 VILLAGES ISOLÉS DU DISTRICT DE BUALAPHA DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE - PHASE 1

Financement : Région Rhône-Alpes, Agence de l'Eau RMC

Budget : 274 000 €

Durée : 19 mois (mars 2014 – septembre 2015)

Bénéficiaires : 2 757 personnes

Partenaires : Nam Saat (Service gouvernemental laotien de l'environnement et de l'accès à l'eau),
Comités villageois, Autorités locales du district et de la province

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA DÉFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR STRATÉGIE D'IRRIGATION AGRICOLE - PROVINCE DE KHAMMOUANE - PHASE 2

Financement : Région Rhône-Alpes

Budget : 298 900 €

Durée : 24 mois (juin 2013 – mai 2015)

Bénéficiaires : L'ensemble de la population de la province de Khammouane

Partenaires : DAFO / PAFO (Services agricoles de la Province et du District)

PHILIPPINES

ASSISTANCE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE TYPHON YOLANDA - ILE DE SAMAR, VILLAGE DE SULANGAN BARANGAY

Financement : Fondation de France, CDC (Centre de Crise - ministère des Affaires Étrangères),
Canadian Wilderness Adventures

Budget : 353 572 €

Durée : 15 mois (janvier 2014 – mars 2015)

Bénéficiaires : 3 373 personnes

Partenaires : Conseil du Barangay de Sulangan, Association de pêcheurs de Sulangan

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ASSISTANCE D'URGENCE POUR LES PERSONNES AFFECTÉES PAR LA CRISE DANS LA RÉGION DE LA OUKA

Financement : UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget : 567 000 €

Durée : 10 mois (juillet 2014 – avril 2015)

Bénéficiaires : Population de la Ouaka (42 000 personnes)

ASSISTANCE D'URGENCE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES DANS LA OUKA

Financement : ECHO (Direction générale de l'aide humanitaire - Commission européenne), PAM
(Programme Alimentaire Mondial), FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture) et UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget : 923 526 €

Durée : 12 mois (mai 2014 – avril 2015)

Bénéficiaires : 91 000 personnes



AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RENFORCER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA CRISE DANS LA PRÉFECTURE DE LA VAKAGA

Financement : CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères)

Budget : 470 000 €

Durée : 10 mois (mars 2014 – décembre 2014)

Bénéficiaires : 48 935 personnes – 9 787 ménages ayant bénéficié de kits vivriers, 3 000 agriculteurs ayant reçu des formations techniques

Partenaires : ACDA (Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole)

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LES RÉGIONS DE LA VAKAGA

Financement : CDC (Centre De Crise - ministère des Affaires Étrangères)

Budget : 170 000 €

Durée : 12 mois (février 2014 – janvier 2015)

Bénéficiaires : 8 500 personnes

RÉTABLISSEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LA VILLE DE BAMBARI

Financement : CHF (Fonds humanitaire commun des Nations Unies), CDC (Centre De Crise - ministère des Affaires Étrangères), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget : 584 354 €

Durée : 20 mois (octobre 2013 – mai 2015)

Bénéficiaires : 43 341 personnes (habitants de la ville de Bambari)

Partenaires : SODECA (Société de distribution d'eau en Centrafrique)

VERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX EN FAVEUR DES ENFANTS DE LA RUE

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), CCFD -Terre Solidaire, Secours Catholique, Fondation d'entreprise Air France, PAM (Programme Alimentaire Mondial)

Budget : 631 603 €

Durée : 41 mois (novembre 2011 – mars 2015)

Bénéficiaires : 1 500 enfants des rues et 200 travailleurs associatifs

Partenaire : RFERC (Réseau en Faveur des Enfants des Rues Centrafricains)

VERS UNE AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AGRICULTRICES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA OUAKA

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne), Fondation Orange

Budget : 924 645 €

Durée : 54 mois (décembre 2010 – mai 2015)

Bénéficiaires : 9 055 personnes (22 villages)

Partenaires : ACDA – (Agence Centrafricaine de Développement Agricole, ANDE (Agence Nationale de Développement de l'Élevage)



RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET STRUCTUREL DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES ÉCOLES

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne) 75%, ambassade de France

Budget : 790 000 €

Durée : 54 mois (décembre 2010 – avril 2015)

Bénéficiaires : 47 200 élèves et 244 maîtres-parents¹

(bénéficiaires directs), 626 000 élèves du primaire (bénéficiaires indirects)

Partenaires : ministère de l'Éducation, ministère des Affaires sociales, FNAPEEC (Fédération Nationale des Parents d'Élèves et Étudiants Centrafricains), Inspection d'académie, Chefs de circonscription scolaire, Chefs de secteurs

VERS UN ACCÈS PÉRENNE À L'EAU POTABLE ET UN ENVIRONNEMENT SANITAIRE AMÉLIORÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES DE LA OUAKA

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne) 75%,

AFD (Agence Française de Développement),

OFID (Fonds de l'OPEP pour le développement international)

Budget : 1 895 000 €

Durée : 54 mois (mai 2011 – juillet 2015)

Bénéficiaires : 9 725 personnes

Partenaires : ANEA (Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement),

DGH (Direction Générale de l'Hydraulique), Nourrir (ONG)

PROGRAMME D'URGENCE EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT À GRIMARI – PRÉFECTURE DE LA OUAKA

Financement : UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget : 82 336 €

Durée : 3 mois (mai 2014 – juillet 2014)

Bénéficiaires : 7 000 personnes

ASSISTANCE AGRICOLE D'URGENCE POUR RESTAURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA CRISE

Financement : PAM (Programme Alimentaire Mondial), FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

Budget : 83 558 €

Durée : 4 mois (avril 2014 – juillet 2014)

Bénéficiaires : 12 500 personnes

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RENFORCER LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LA CRISE POLITICO-MILITAIRE

Financement : CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères)

Budget : 723 000 €

Durée : 10 mois (août 2013 – mai 2014)

Bénéficiaires : 8 355 personnes

PROGRAMME INTÉGRÉ DE RÉDUCTION DES CAUSES ET EFFETS DE LA MALNUTRITION EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES DANS LES SOUS-PRÉFECTURES DE BAMBARI ET BERBERATI

Financement : AFD (Agence Française de Développement), Croix-Rouge française

Budget : 2 500 000 €

Durée : 18 mois (octobre 2014 – avril 2016)

Bénéficiaires : 84 000 personnes

Durée : 2 mois (septembre 2014 – octobre 2014)



Partenaires : Triangle G H est partenaire du projet porté par le Conseil départemental du Pool

Partenaires : REIPER (Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture)

Partenaires : Triangle G H est partenaire du projet porté par Caritas Congo

Partenaires : FOJEP Développement (Forum des Jeunes Entrepreneurs et Producteurs pour le Développement)

SOUDAN



RESTAURER LES MOYENS D'EXISTENCE DES PERSONNES DÉPLACÉES, « RETOURNÉES », ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Financement : UNHCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiées), CHF (Fonds humanitaire commun des Nations Unies)

Budget : 287 125 USD

Durée : 12 mois (avril 2014 – mars 2015)

Bénéficiaires : UNHCR : 14 257 personnes, bénéficiaires directs (+ 234 560 personnes, bénéficiaires indirects) - CHF : 33 500 personnes, bénéficiaires directs (+ 146 822 personnes, bénéficiaires indirects)

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE, AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET AUX PRATIQUES D'HYGIÈNE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES DU DARFOUR

Financement principal : UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Budget : 345 228 €

Durée : 20 mois (mai 2014 – décembre 2015)

Bénéficiaires : 224 120 personnes (50 637 hommes, 51 164 femmes et 122 319 enfants)

Partenaires : WES (Département soudanais de l'eau et de l'assainissement)

ASSISTANCE AUX FOYERS VULNÉRABLES DES CAMPS DE POPULATIONS DÉPLACÉES DU DARFOUR

Financement principal : ECHO (Direction générale de l'aide humanitaire - Commission européenne)

Budget : 552 119 €

Durée : 11 mois (mai 2014 – avril 2015)

Bénéficiaires : 99 600 personnes, bénéficiaires directs

Partenaires : WES (Département soudanais de l'eau et de l'assainissement)

AMÉLIORATION DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES DU DARFOUR

Financement principal : CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères)

Budget : 300 000 €

Durée : 12 mois (août 2014 – juillet 2015)

Bénéficiaires : 35 244 bénéficiaires directs

Partenaires : MoAI (Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation)

SOUTIEN AUX ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENU ALTERNATIVES

Financement : UNDP (Programme des Nations Unies pour le développement)

Budget : 56 328 €

Durée : 16 mois (mai 2013 – août 2014)

Partenaires : Ministère de l'agriculture et des ressources animales, Centre national de recherche sur le miel, Université de Khartoum

RENFORCER LA CONTRIBUTION DES ACTEURS LOCAUX AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne)

Budget : 797 000 €

Durée : 30 mois (janvier 2014 – juin 2016)

Bénéficiaires : 91 000 personnes, soit la population entière de Bindizi et d'Um Dukhun. Groupes cibles : 12 agents du département soudanais de l'eau et de l'assainissement, 120 membres des comités de l'eau dont 40% de femmes, 50 personnes impliquées dans les AGR

VERS UNE CONTRIBUTION ACCRUE DES MARCHÉS LOCAUX À LA SÉCURISATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES POPULATIONS DU DARFOUR

Financement : CIAA (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire - ministère des Affaires étrangères), UNHCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiés), CERF (Fonds central d'intervention d'urgence - Nations Unies), FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (dons en nature)

Budget : 690 000 €

Durée : 16 mois (janvier 2013 - avril 2014)

Bénéficiaires : 17 000 familles (93 000 personnes)

ASSISTANCE AUX COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES DU DARFOUR

Financement : ECHO (Direction générale de l'aide humanitaire - Commission européenne)

Budget : 650 000 €

Durée : 13 mois (mai 2013 - juin 2014)

Bénéficiaires : 108 566 personnes

TIMOR LESTE

VERS UN RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne) 75%, Fondation RAJA-Marcovici

Budget : 797 910 €

Durée : 36 mois (octobre 2013 - septembre 2016)

Bénéficiaires : 10 812 personnes

Partenaires étatiques Timorais : SEPI (Secrétariat d'Etat pour la promotion de l'égalité), ministère de la Solidarité Sociale (MSS).

Partenaires nationaux : PRADET (Psychosocial Recovery and Development in East Timor), Casa Vida, Rede Feto et FOKUPERS - The Communication Forum for East Timorese Women.

AMÉLIORATION DES SERVICES D'EAU ET ASSAINISSEMENT DANS LES ZONES RURALES

Financement : EuropeAid (Direction générale du développement et de la coopération - Commission européenne), AFD (Agence Française de Développement), Fondation d'entreprise Sogelink

Budget : 1 573 040 €

Durée : 39 mois (mai 2011 - juillet 2014)

Bénéficiaires : 10 147 personnes

Partenaires : Direction nationale des services de l'eau et assainissement, NTF (Naroman Timor Foun - ONG timoraise)



“ Une approche inclusive ”

— par Thomas Boudant —

PHILIPPINES



Sulangan. Bateaux de pêche construits après le passage du typhon Yolanda.
Photo : Thomas Boudant / Triangle G H

A l'échelle d'un ou plusieurs villages, l'arrivée d'une équipe de travailleurs humanitaires suscite généralement de l'espoir, de la curiosité et des attentes. La clarification de la mission et la consultation des populations et des autorités locales tout au long de l'action sont essentielles pour que ces attentes et cet espoir ne se transforment pas en déception, en frustration, qui décrédibiliseraient l'action des ONG.

Fort de son expérience post-tsunami dans la province d'Aceh (Indonésie), Triangle G H a mis en place un programme de réparation et de construction de bateaux de pêche dans le village de Sulangan (Philippines) après le passage du typhon Yolanda. Cette action de réhabilitation des moyens d'existence ciblait les pêcheurs les plus pauvres du village. Certaines questions devaient donc trouver une réponse pour assurer la pertinence de l'action : qu'est-ce qu'être « pauvre » dans un village de pêcheurs aux Philippines ? Quelles sont les contraintes locales ? Comment communiquer avec les populations dans un contexte où un grand nombre d'ONG opèrent ?

La réflexion concertée avec la population et les autorités a permis de mieux cibler et quantifier l'intervention. La prise en compte du contexte local et des remarques de la population ont évité d'éventuelles erreurs, et donc des pertes de temps et d'argent.

Concrètement, aux Philippines, plusieurs méthodes de prise en compte et de retours faits à la population ainsi qu'aux autorités ont été mises en place. **Grâce à cette approche inclusive, les communautés aidées sont devenues actrices du projet, et non plus simples bénéficiaires.**

En complément de la coopération avec les autorités locales, nécessaire avant toute intervention, des réunions publiques d'information ont été menées au début et tout au long du programme. Le public (plusieurs centaines de personnes lors de chaque réunion) a pu poser des questions très pragmatiques sur notre action, clarifier certaines interprétations ou rumeurs, et surtout comprendre comment nous travaillions, et pour qui.

Une enquête ménage par ménage en début de programme a priorisé les personnes les plus vulnérables, sur la base de critères objectifs connus de la population. La validation définitive de la liste des bénéficiaires s'est faite en collaboration avec le conseil municipal, qui disposait d'informations permettant un meilleur ciblage de l'aide. Des réunions régulières se sont tenues avec le conseil municipal et la population afin de partager les avancées du programme, les problèmes rencontrés et les avis quant à l'aide apportée. Une boîte à

commentaires a été installée dans le village afin de recueillir les questions et les avis des personnes n'osant pas s'exprimer en public ou absentes lors des réunions. Sur la base de ces questions et commentaires, des affiches ont été rédigées en langue locale, synthétisant les questions fréquentes et apportant des réponses claires. L'affichage public des personnes recevant une assistance s'est également inscrit dans cette démarche de transparence et de redevabilité vis-à-vis des populations locales qui pouvaient, le cas échéant, venir discuter avec l'équipe Triangle G H au bureau installé dans le village.

La mise en place d'outils de mesure d'impact de l'action menée permet à la fois d'évaluer les effets du programme, de prendre en compte l'avis des personnes bénéficiaires sur l'aide apportée, d'améliorer les futures ac-

Réunion publique d'information dans le cadre des programmes d'aide à la population après le passage du typhon Yolanda.
Photo : Thomas Boudant / Triangle G H



tions, et de rendre des comptes aux bailleurs de fonds. Une redevabilité d'autant plus importante que le programme était financé en partie par le Centre de Crise du Ministère des Affaires Étrangères, et donc partiellement par les impôts des Français : le public a le droit de savoir comment le budget mis à disposition est utilisé, et quel est son impact auprès des populations.

Les mécanismes mis en place aux Philippines ne sont en l'état pas toujours applicables à tous les contextes (en particulier les contextes instables en termes de sécurité). Au-delà du retour d'expérience qu'ils apportent, ils sont pourtant essentiels pour l'implication active des populations et des autorités, qui garantit la pérennité des actions. ■

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

“ Entre action d'urgence et de long terme, au cœur d'une crise oubliée ”

— par Gabriel Mouche —

Présent en République centrafricaine depuis 2007, Triangle G H déploie des programmes d'urgence dans ses différents domaines de compétence depuis le début de la crise politico-militaire de 2013, tout en assurant la continuité des programmes de long terme déjà en cours.

Deux ans après le coup d'État par la coalition Séléka, la crise humanitaire se poursuit

La crise politico-militaire qui touche le pays depuis début 2013 a provoqué la détérioration d'un contexte humanitaire déjà caractérisé par un sous-développement structurel. Les exactions dont sont responsables les deux principaux groupes armés impliqués dans le conflit – la coalition ex-Séléka et les milices anti-balaka – ont entraîné d'importants mouvements de population dans l'ensemble du pays.

Malgré la présence de forces internationales (forces françaises Sangaris, forces européennes EUFOR, forces des Nations Unies MINUSCA), le niveau de cohésion communautaire reste faible, et le risque d'instabilité persiste. Le gouvernement centrafricain, affaibli par de multiples coups d'état au cours des dernières années, est peu présent en dehors de la capitale, et ne dispose pas de forces armées suffisamment équipées pour assurer la sécurité des populations et des frontières avec les pays voisins. Les groupes armés eux-mêmes laissent



Distribution de semences dans la Vakaga.
Photo : Barthélémy Ndjonga / Triangle G H

aujourd'hui apparaître de nombreuses lignes de scission en leur sein, que ce soit du côté des ex-Séléka, désormais divisés en plusieurs factions indépendantes, que de celui des anti-balaka, mouvance aux contours flous sans hiérarchie identifiée.

Deux ans après le début du conflit, la situation humanitaire en République centrafricaine reste alarmante. A Bangui comme dans le reste du pays, la persistance du sentiment d'insécurité au sein de la population incite les déplacés à demeurer dans les camps, où de nouvelles personnes arrivent régulièrement, en raison des exactions commises par les différents groupes armés, auxquelles s'ajoutent des luttes locales pour le contrôle des ressources. Face à cette situation, les acteurs humanitaires doivent développer une approche polyvalente pour répondre aux nouvelles urgences, tout en pérennisant les services à destination des déplacés de longue durée, et en accompagnant les moyens de retour des populations ainsi que leurs capacités de résilience. En 2014, Triangle G H a engagé son expertise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et de la protection de l'enfance.

Triangle G H : un acteur central dans le domaine de l'EHA¹ dans la Préfecture de la Ouaka

L'année 2014 a été marquée par une détérioration sensible du contexte politique et humanitaire à Bambari et dans la Préfecture de la Ouaka, l'un des principaux théâtres d'intervention de Triangle G H en République centrafricaine. La remontée d'éléments anti-balaka vers le centre du pays et les nombreux affrontements avec les milices ex-Séléka déjà présentes dans la Préfecture, ont entraîné un accroissement constant du nombre de déplacés, qui dépasse aujourd'hui les 30 000 personnes dans la ville de Bambari et sur les axes ruraux environnants.



Distribution de kit maraichage dans la Vakaga.
Photo : Barthélémy Ndjonga / Triangle G H

Deux programmes étaient déjà en cours dans le domaine de l'EHA à l'échelle de la Préfecture : l'un vise depuis 2011 à améliorer l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement dans les zones rurales aux alentours de Bambari, l'autre concerne la réhabilitation de l'usine de traitement et de distribution d'eau de la SODECA à Bambari, où les ex-Séléka ont perpétré de considérables pillages lors de leur passage en décembre 2012. Face à l'apparition de camps de déplacés à Bambari, Grimari ou Ngakobo, Triangle G H a développé plusieurs programmes EHA d'urgence, comme la mise en oeuvre d'Unités de Traitements d'Urgence à Grimari et à Bambari, qui acheminent de manière immédiate de l'eau potable vers les rampes de distribution d'eau des différents camps de déplacés et des quartiers musulmans de la ville de Bambari où de nombreux déplacés vivent dans des communautés hôtes. Plus de cinquante agents chloreurs ont été déployés dans la ville de Bambari afin d'assurer la potabilisation de l'eau issue des puits et sources communautaires, et des aires sanitaires d'urgence (comprenant des latrines hommes, femmes et enfants, des douches, des lave-mains et des fosses à ordures) ont été construites dans les différents sites accueillant des déplacés. Ces activités ont été accompagnées de campagnes de promotion de l'hygiène.

Triangle G H est ainsi devenu un acteur central dans la Préfecture de la Ouaka, et joue un rôle prépondérant dans la coordination humanitaire entre les différentes ONG et agences onusiennes présentes sur le terrain.

Combiner un soutien d'urgence à la saison agricole 2014 et un appui aux capacités de résilience des populations rurales

Le conflit a considérablement réduit les capacités productives des ménages ruraux du pays, et accru de façon alarmante le niveau d'insécurité alimentaire. Triangle G H a assuré la fourniture de rations alimentaires et de semences vivrières et maraîchères d'urgence afin de soutenir la saison agricole 2014 dans les préfectures de la Ouaka et de la Vakaga.

Par ailleurs, des actions structurelles visant à améliorer les capacités de résilience des ménages ruraux des deux préfectures ont été déployées, des formations agricoles ont été dispensées, des outils vivriers et maraîchers ont été distribués, et un soutien spécifique a été apporté aux centres vétérinaires de la préfecture de la Vakaga, où l'élevage constitue la deuxième source de revenus des ménages.

Triangle G H est l'un des seuls acteurs humanitaires présents dans cette préfecture située à l'extrême nord-est du pays, et caractérisée par une forte marginalisation économique et culturelle.

Développement de services d'antenne mobile à destination des enfants des rues à Bangui

L'action initiée en 2011 en direction des enfants des rues se poursuit en partenariat avec un réseau d'associations locales. Des paniers alimentaires, des kits de scolarisation et de formation professionnelle, et des médicaments ont été fournis aux structures d'hébergement de la capitale centrafricaine, saturés par les conséquences de la crise politico-militaire.



Bangui. Contact entre l'équipe de travailleurs sociaux Triangle G H et des enfants des rues au cours d'une maraude. Photo : Florent Caillibotte / Triangle G H

En 2014, Triangle G H a mis en service une antenne mobile à destination des enfants des rues. A raison de 5 maraudes par semaine dans les différents quartiers de Bangui, cette antenne fournit une aide psychosociale et médicale aux enfants, organise des sessions de sensibilisation autour de différentes thématiques (enrôlement dans les groupes armés, hygiène, VIH, prostitution...), entame le processus de référencement des enfants ciblés auprès de leurs familles d'origines, de familles d'accueil ou de centres d'hébergement. Par

ailleurs, un centre d'accueil d'urgence pour ce même public a été ouvert en 2014 sur le camp de déplacés de M'Poko, en partenariat avec les ONG PU-AMI et CRAED.

Face à la situation humanitaire en République centrafricaine, Triangle G H déploie des actions couvrant l'ensemble du prisme urgence – développement. L'enjeu pour 2015 est de maintenir le dispositif d'urgence là où il est vital, tout en amorçant un travail d'accompagnement au retour des populations déplacées. ■

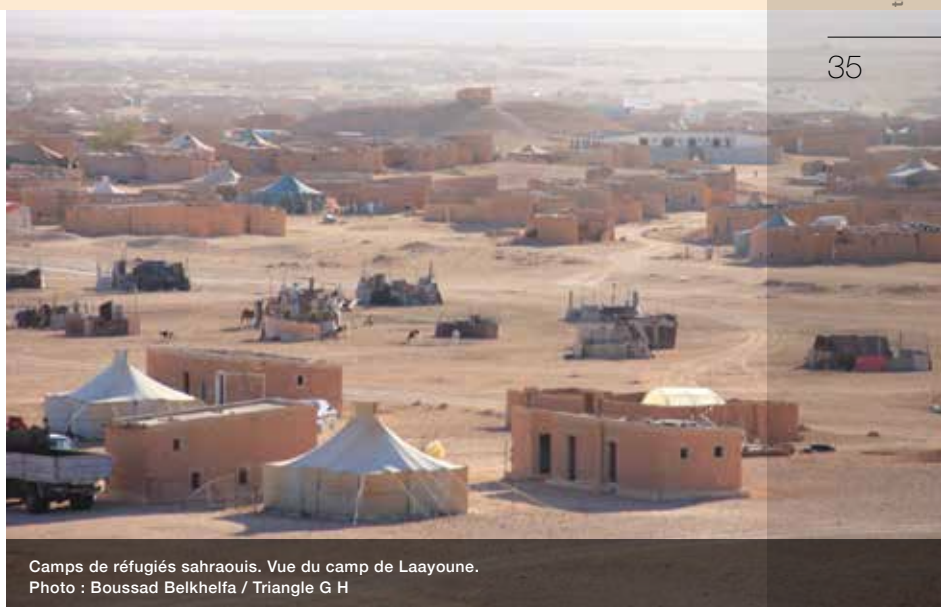
ALGÉRIE

“ 40 ans dans les camps du désert algérien ”

— par Charlotte Baudoin —

En 2015, les réfugiés sahraouis seront présents depuis 40 ans dans les camps du désert algérien. Cette population qui a fui le territoire du Sahara occidental est toujours dans l'attente d'un statut juridique et de l'organisation du référendum d'autodétermination par la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental). Des générations entières n'ont connu que cette situation d'exil et ces conditions de vie très difficiles. En 2014, la Commission Européenne a attribué à la situation de ces réfugiés un index de 11 sur 12, leur accordant la première place exclusive de ce triste classement¹.

Avec le soutien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et de la Direction Générale de l'Aide Humanitaire et de la Protection Civile de la Commission Européenne (DG ECHO), Triangle G H renouvelle depuis 13 ans son engagement auprès des populations sahraouies aux côtés des acteurs internationaux.



Camps de réfugiés sahraouis. Vue du camp de Laayoune.
Photo : Boussad Belkhef / Triangle G H

Depuis 2001, les équipes de Triangle G H travaillent sur diverses thématiques auprès des personnes vulnérables vivant dans les 5 camps de la région de Tindouf, au sud-ouest de l'Algérie. La connaissance acquise du terrain et des enjeux est aujourd'hui un atout majeur de la mission, assurée essentiellement par des personnels algériens et sahraouis.

Les activités génératrices de revenus sont rares, et les conditions environnementales extrêmement défavorables. Les réfugiés dépendent presque exclusivement

de l'assistance humanitaire. L'enjeu est de fournir aux réfugiés une assistance et des services essentiels afin de répondre aux besoins de base.

Triangle G H développe une réponse complète dans le domaine de l'**Eau, hygiène et assainissement**. Des distributions de kits d'hygiène (shampooing, savon, serviettes hygiéniques et lessive) sont organisées bimestriellement en direction des femmes et des jeunes filles des 5 camps. Depuis 2003, un atelier produit et distribue de l'eau de Javel aux écoles et hôpitaux,



Algérie. Camps de réfugiés sahraouis. Réparation d'une citerne (Atelier mécanique). Photo : Mohamed El Amin Amia / Triangle G H

ainsi qu'au Département de l'Eau pour la désinfection de l'eau destinée à la consommation. L'atelier Savon – projet pilote depuis l'année 2013 – fabrique et conditionne plus de 8 000 savons chaque mois, qui sont eux aussi distribués aux hôpitaux, dispensaires, écoles et centres spécialisés. Fin 2014, Triangle G H a pu – grâce au financement du HCR – s'équiper d'une nouvelle chaîne de production qui couvrira dès 2015 l'ensemble des besoins de la population et des institutions.

Triangle G H est également en charge de la gestion d'un atelier mécanique pour la maintenance et la réparation de la flotte de véhicules assurant la fourniture de l'aide humanitaire (distribution d'eau par camions citernes, distributions de biens non alimentaires, transport des malades en ambulance, collecte des déchets avec les camions poubelles, véhicules programmes des différentes ONG et générateurs électriques). La **cellule Génie civil** a accompagné en 2014 la construction d'un nouvel atelier, qui sera opérationnel en 2017. Les résultats encourageants du projet pilote d'atelier décentralisé à Laayoune en 2011 ont confirmé l'inté-

rêt de cette démarche : un second atelier a été inauguré en 2014 à Boujdour. L'ensemble de ces structures permet d'assurer la distribution d'eau potable pour consolider les failles du réseau d'alimentation, réduire l'intervalle entre les distributions, et augmenter la quantité distribuée.

En 2005, la pharmacie centrale a dû faire face à une rupture de stock de médicaments. Triangle G H apporte depuis son soutien aux services de santé, en réhabilitant les infrastructures existantes, en assurant l'approvisionnement en réactifs de laboratoire et consommables, et en équipant différents services médicaux (radiologie, stomatologie et laboratoire). En 2014, la majorité des besoins identifiés ont été couverts.

Triangle G H travaille également à l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées depuis le début de sa présence dans les camps, avec l'appui de la **cellule Éducation et psychosocial**. En 2014, grâce au soutien de la DG ECHO, un programme d'une durée de trois ans a été mis en place en direction des personnes handicapées vulnérables vivant dans les wilayas de Boujdour et Ausserd. Ce programme, qui à terme couvrira les besoins de toutes les personnes handicapées vivant dans les 5 camps, est basé sur la distribution de produits de mobilité, de confort et d'hygiène. Il est complété par un suivi physiothérapeutique des personnes les plus affectées dans leur quotidien, et par la distribution de couches aux enfants atteints d'Infirmité Motrice Cérébrale (IMC). Triangle G H travaille également dans les centres spécialisés dans la prise en charge d'enfants handicapés et non-voyants, en coordination avec le ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme. Ces interventions passent par exemple par la réhabilitation et l'équipement des centres en matériel pédagogique, et l'organisation de sessions de formation pour les personnels. ■



Camps de réfugiés sahraouis. Atelier de production de berlingots d'eau de Javel. Photo : Charlotte Baudoin / Triangle G H



Camps de réfugiés sahraouis. Distribution de kits d'hygiène. Photo : Nadjet Saidani / Triangle G H

“ Perspectives 2015 ”

L'Ukraine

Le cycle de violence qui affecte l'Ukraine depuis le début de l'année 2014 se poursuit, en dépit des deux cessez-le-feu signés en septembre 2014 et février 2015.

La destruction de la majeure partie de la petite ville de Deblatsevo, considérée comme essentielle par les séparatistes du Donbass car elle permet la jonction ferroviaire entre leurs deux territoires, illustre tristement les combats intenses qui ont précédé le second cessez-le-feu. La région de Marioupol, symbole d'intégrité territoriale pour chaque camp, est au centre de tensions qui n'incitent guère à l'optimisme. Dans ce contexte, la situation humanitaire demeure précaire, et le nombre de personnes déplacées – déjà estimé à 1,1 million – risque d'augmenter.

Triangle G H a réalisé deux missions exploratoires dans le courant du premier trimestre 2015, dans la perspective d'apporter un soutien aux populations des deux côtés de la ligne de front.

Lorsque le contexte redeviendra suffisamment stable, les besoins de reconstruction pourront être évalués. Dans l'immédiat, le constat effectué dans l'*oblast*¹ de Donetsk relève de l'urgence humanitaire, et appelle des interventions visant à répondre aux besoins les plus primaires, dans un contexte où le nombre d'acteurs humanitaires demeure très faible, particulièrement dans la zone sous contrôle des séparatistes.



Donetsk. Familles réfugiées dans les sous-sols des immeubles durant les bombardements de la ville.
Photo : Gilles Groizeleau / Triangle G H

En dépit de l'évidence des besoins, la crise Ukrainienne ne suscite qu'une attention limitée dans un contexte international marqué par d'autres crises majeures – Syrie, Irak ou Afrique Centrale. Faute d'être encore parvenu à rassembler les fonds nécessaires à son action, Triangle GH demeure déterminé à se mobiliser en faveur d'une réponse aux besoins de populations frappées par une crise à bien des égards anachronique dans le contexte de l'Europe du 21^e siècle. ■

“ Les enfants représentent la moitié des victimes des conflits à travers le monde, et 75 millions d'enfants non scolarisés résident en zones de conflit². ”

En 2015, nous souhaitons également renforcer notre action de protection de l'enfance, en particulier au Kurdistan irakien en faveur des enfants syriens et irakiens qui fuient la guerre, mais également à Bangui en République Centrafricaine et à Brazzaville en République du Congo, en faveur des enfants des rues.

Au Kurdistan irakien...

L'initiative « Les Enfants de la Paix de l'Union Européenne » est l'héritage du prix Nobel de la Paix que l'UE a reçu en 2012 pour ses réalisations en faveur de la paix sur le continent européen. Elle avait alors décidé d'allouer l'argent de ce prix aux enfants qui grandissent dans un pays en guerre. Plusieurs projets axés sur le soutien éducatif ont été mis en œuvre dès 2013, avec des partenaires humanitaires de l'UE.

Triangle G H, en partenariat avec l'ONG syrienne JORD (Judy Organization for Relief and Development) basée au Kurdistan irakien, a créé dans ce cadre le Daratoo Learning Centre (DRC), destiné aux enfants syriens et irakiens réfugiés et déplacés par la guerre. Ce centre propose à près de 300 enfants un

cadre adapté afin qu'ils ne soient pas totalement dé-scolarisés, et met en place de nombreuses activités périscolaires ainsi qu'une cellule psychologique destinée également aux familles.

Lors de son prochain cycle d'initiative, l'UE devrait à nouveau augmenter les fonds alloués depuis 2013, grâce auxquels nous allons poursuivre et intensifier notre action auprès des enfants syriens et irakiens. ■



Kurdistan irakien. Centre d'accueil pour les enfants réfugiés syriens.
Photo : Triangle G H

En République Centrafricaine...

Depuis 2011, Triangle G H travaille en faveur des enfants des rues en partenariat avec huit associations réunies dans le Réseau En Faveur des enfants de la Rue en Centrafrique (REFRC).

Inscrit dans le cadre de la ligne budgétaire « acteurs non-étatiques » de l'Union Européenne, ce programme vise à renforcer les capacités d'un réseau d'associations centrafricaines dans leur travail de prise en charge des besoins des enfants des rues à Bangui.

Avec le soutien de l'Union européenne et de nombreux autres partenaires (UNICEF, CCFD-Terre solidaire, Secours Catholique, Fondation d'entreprise Air France, Programme Alimentaire Mondial et Comité interministériel d'aide alimentaire du ministère des Affaires Étrangères et Européennes), plusieurs actions en faveur des enfants des rues ont été élaborées et mises en œuvre. Elles ont pour objectif d'apporter aux structures d'accueil et d'hébergement des moyens supplémentaires pour nourrir, soigner, améliorer les conditions d'hygiène, donner un accès à la scolarisation et à la formation professionnelle, mener des actions de prévention, de soins et d'aide d'urgence, et favoriser l'insertion sociale et la réunification familiale.

L'impact de la crise politico-militaire sur le quotidien des enfants des rues nécessite une présence accrue. Une antenne mobile, mise en place grâce à un financement de l'UNICEF, permettra en 2015 à une équipe de travailleurs sociaux de réaliser des maraudes quotidiennes dans les différents quartiers de Bangui et d'offrir aux enfants des perspectives de réinsertion sociale à travers un projet d'accompagnement personnalisé. ■



République Centrafricaine. Enfants des rues Antenne mobile dans les rues de Bangui – Séance d'animation. Photo Triangle G H

En République du Congo...

Depuis la fin de l'année 2013, en partenariat avec le REIPER (Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants de la Rue), Triangle G H travaille à la protection et à la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité, notamment par la sensibilisation et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs publics et associatifs.

Ce programme - qui s'adresse à 3 280 enfants orphelins, mineurs incarcérés ou en situation de rupture so-

ciale et familiale, dans un pays où 54% de la population vit sous le seuil de pauvreté - devrait se renforcer en 2015 autour de la formation et de l'accompagnement du REIPER, de différentes actions mises en place pour la protection et la réinsertion des mineurs vulnérables, de la sensibilisation de la communauté sur les droits des enfants et de la formation des acteurs en lien avec ce public (policiers, gardiens de prison, instituteurs, travailleurs sociaux...). ■

“2014, l’année des 20 ans !”

Une occasion de fêter l’association, mais aussi et surtout d’évoquer notre action, au-delà de la publication de nos rapports annuels.



Nous l’avons fait en mai 2014 lors d’une conférence de presse qui a réuni une vingtaine de journalistes. Nous l’avons fait également en juin 2014, en présentant à plusieurs reprises dans les rues de Lyon l’exposition “Attention(s)”. Cette exposition a donné la parole à des artistes issus des pays dans lesquels nous travaillons (ou avons travaillé).

Nous avons aussi publié, pour cet anniversaire, un petit fascicule intitulé « Petites leçons de choses en forme de manifeste », trente pages qui donnent à comprendre la singularité de Triangle G H, ses principes, ses engagements, son mode de gouvernance.... Nous avons aussi mis à jour et réédité pour l’occasion le passeport de Triangle G H, document emblématique de l’association, qui relate, sous forme de carnet de voyages, les actions conduites depuis 1994.

Enfin, une soirée anniversaire a réuni tous les amis et partenaires de l’association. Elle nous a permis de rappeler nos

fondamentaux, d’évoquer les moments clés qui ont jalonné ces 20 ans, et de dresser quelques perspectives d’avenir dans un monde qui bouge. Quelques-uns de nos partenaires (le Centre de Crise du ministère des Affaires étrangères, la Région Rhône-Alpes et la Ville de Lyon) nous ont fait le plaisir d’être parmi nous et se sont à leur tour exprimés. L’exposition “Attention(s)” a été mise en vente au profit de l’association. Merci à Claude Couffin et à Valentin Traversi qui ont, avec le talent qu’on leur connaît, mené cette vente avec brio ! La seconde partie de soirée était festive, grâce à de nombreux artistes qui ont accepté spontanément de se produire pour l’occasion, et que nous remercions encore très chaleureusement : le Peuple de l’Herbe dans sa version Sound system, Mathurin Bolze et son trampoline, le Babel Orchestra (ARFI) et Bruno de *Dangerhouse*. Que soient ici également remerciés celles et ceux (nombreux !) qui ont offert leur temps et leurs compétences pour mener à bien cet événement.

Le projet artistique – “Attention(s)”



Merci à Loïc Charbonneau, scénographe, pour la mise en espace, la conception et la réalisation des supports et du mobilier de l’exposition.

Le danger est au centre des préoccupations de Triangle G H, qui intervient dans les situations de précarité au niveau international, qu’il s’agisse d’urgence, de réhabilitation ou de développement à long terme. Delphine Chauvin, artiste, a conçu, articulé et mis en œuvre ce projet.



Triangle G H s'est appuyé sur des artistes professionnels ou non, vivant et travaillant dans les pays d'intervention de l'association, et a posé aux artistes la question suivante : « *Quels dangers menacent là où vous êtes ?* ». Il s'agissait de répondre à la question de manière graphique, sur un support triangulaire aux dimensions standards d'un panneau routier, avec un code couleur rouge et jaune, rappel de la signalétique danger.

Une quarantaine d'artistes ont répondu, une centaine de propositions sont parvenues d'Algérie, du Burkina Faso, de République du Congo, du Laos, de Birmanie, de République Centrafricaine, du Rwanda, du Soudan, du Timor Leste et du Yémen.

30 œuvres ont été sélectionnées sur croquis par un jury d'experts, réalisées sur place par les artistes

retenus, puis expédiées vers Lyon. Elles ont été exposées sous forme de happening en milieu urbain à Lyon entre le 31 mai et le 14 juin 2014. Au-delà du propos fortement symbolique, cette exposition nous a permis de rencontrer le public et de mieux faire connaître le travail réalisé par Triangle G H sur le terrain.

Un catalogue d'exposition a été édité et proposé au public.

A l'issue des journées d'exposition, les œuvres ont été vendues aux enchères au cours de la soirée anniversaire du 19 juin au Transbordeur. Animée par l'artiste et scénographe Claude Couffin et par l'acteur et metteur en scène Valentin Traversi, la vente des œuvres au profit de Triangle G H à été un grand succès. Les œuvres ont presque toutes trouvé écho dans les consciences et les histoires individuelles de nos invités (27 œuvres vendues sur 30), qui se sont prêtés au jeu avec humour.

**Catherine Bethenod, Hypnothérapeute,
a acheté l'œuvre de Salai Suan, Éducation au Myanmar**

“ Je l'ai choisie parce qu'il est impératif d'enseigner, transmettre, apprendre, éduquer, comprendre, savoir. L'ignorance est un danger majeur pour la civilisation au sens noble du terme. ”



**Julie Thurière
est désormais
propriétaire
du panneau
de St Black Culture,
Les clichés**

“ Je trouve que ce tableau résume toute la nécessité d'interpeller les gens sur les clichés qui sont si facilement véhiculés et sur le devoir que nous avons d'agir et de sensibiliser les gens autour de nous à ces questions de discrimination. ”

Portrait de Delphine Chauvin, artiste et dessinatrice

Delphine avait collaboré aux 10 ans de Triangle G H en réalisant le « passeport », outil devenu emblématique de l'ONG. C'est au titre de commissaire d'exposition qu'elle nous a fait le plaisir de travailler à nos côtés.



Quel était le sens de cette exposition ?

L'idée était d'associer un événement artistique à cet anniversaire. Les 10 ans ont été marqués par l'édition d'un carnet de voyage sous forme de passeport. J'avais dans l'idée de trouver quelque chose qui soit au moins aussi fort et aussi marquant que ce passeport, mais dans un autre registre. Je souhaitais que cet événement soit à la fois dans la lignée du passeport, et à la fois très différent. Pour les 10 ans, tout est parti de Lyon, où l'association est née, et le passeport a voyagé à travers le monde. Mais finalement, le siège est un petit noyau, et c'est à travers les ramifications du terrain que s'exprime l'identité de Triangle G H. Pour les 20 ans, je sou-

haitais donc faire l'inverse : faire vivre cet événement à partir du terrain.

Pourquoi un panneau routier ?

On voulait retrouver le même type de démarche que le passeport, rester dans la continuité et utiliser un support commun pour mettre en image l'action de Triangle G H. Le panneau routier a une dimension universelle qui a permis de concevoir une ligne directrice et de rendre cette exposition accessible à tous. De plus, c'est le signal d'un danger temporaire, et c'est justement le champ d'action de Triangle G H. L'ambition était d'avoir un retour général de ce qui préoccupe les gens et d'être en résonance avec cette ONG, en charge d'être à l'écoute de ce qui menace les populations.

Comment avez-vous procédé pour donner vie à cette exposition ?

Je me suis appuyée essentiellement sur les chefs de mission sur place. On a ensemble essayé de faire fonctionner un réseau de contacts. Ils sont allés dans les écoles d'art, dans les galeries, pour diffuser l'appel à projet de Triangle G H et ont fait ensuite le lien entre les artistes, le siège et moi. Pour les pays où il n'y avait pas de chef de mission, ou pour ceux où il était difficile de nous aider dans ce sens, les Instituts Français ont été un bon relais, notamment au Rwanda, au Burkina Faso et au Soudan.

On a reçu une centaine de propositions, dont 30 ont été sélectionnées.

Il y a eu un travail intéressant de trans-

mission. Je dois dire que cette exposition existe grâce à Skype qui a permis des moyens de communication faciles. C'est par la transmission orale qu'est passée toute la conviction et l'importance accordée à ce projet pour nous comme pour les artistes sur place. La manière dont on a communiqué est somme toute cohérente avec le fonctionnement de Triangle G H, puisque ses membres ont besoin d'être proche des gens, d'avoir une vraie relation et un lien vivant avec les populations qu'ils soutiennent.

Y a-t-il un ou plusieurs panneaux qui vous ont particulièrement touchée ?

En tant qu'artiste j'ai été particulièrement sensible à la réalisation finale de l'œuvre. Certains ont apporté beaucoup de soin à la fabrication, et ce sont des œuvres d'art. D'autres sont plus efficaces en tant que panneaux routiers, plus fonctionnels.

Vous-même avez acquis l'œuvre de Mick Saylor, La corruption, pouvez-vous nous en dire plus ?

Il y a dans ce travail un parti pris artistique très fort avec la juxtaposition de ces pailles qui donnent du poids à l'image. Cela fait sens avec le danger qu'il évoque, la corruption, c'est une image qui n'est visible que sous un certain angle. J'ai également trouvé courageux de le faire : nous ne devons pas oublier qu'il existe des contextes politiques qui oppriment l'expression artistique. Cette œuvre touche un sujet sensible, ce danger finalement est une telle gangrène, un tel mal installé et destructeur. Il y a pour moi une vraie pertinence dans la réalisation de son discours, une double lecture possible et une vraie richesse. ■

Le Manifeste

Pour ses dix ans, Triangle G H invitait au voyage en éditant un « passeport », devenu image de marque de l'association. Pour ses vingt ans, Triangle G H s'affirme dans un livret évoquant les « piliers de la maison commune ». La rédaction en a été confiée à **Bernard Bolze**, fondateur de l'OIP (Observatoire International des Prisons) et membre de l'équipe du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Il a été journaliste et vient de publier un ouvrage sur l'histoire des prisons de Lyon depuis le XVIII^e siècle. Il nous explique :

“ Pour célébrer les vingt ans de Triangle, il a été décidé non pas de faire le récit de l'histoire de l'association, mais d'exposer les principes, les valeurs ou encore les fondamentaux, présents dès l'origine à l'esprit des fondateurs. La démarche a consisté à entendre, sans hiérarchie, les protagonistes de l'aventure commune, chacun étant invité à exposer sa motivation à travailler dans l'association, ou pour elle. Fondateurs bien sûr, mais aussi administrateurs, salariés du siège, expatriés, employés locaux, bailleurs de fonds, amis, contributeurs divers...”

Mon travail a été de mettre en forme les idées énoncées par les membres de l'association, de les rassembler par item, avec leurs propres mots, sans recours à l'imagination. Quand le socle est solide et que la démarche prospère, on peut en déduire que les intuitions du départ étaient justes et qu'elles méritent d'être comprises, exposées, partagées. ”

Le manifeste, le catalogue d'exposition ainsi que le passeport sont toujours en vente 5 € l'unité et 10 € les 3. Vous pouvez les acheter en envoyant un chèque ainsi que vos coordonnées à l'association : Triangle G H, 1 rue de Montriblond, 69009 Lyon





Ammar Bouras . Algérie
TAN AFFELA - 24°3'55"N - 5°3'23"E

« Coordonnées GPS du point zéro des explosions de la montagne in ekker dans le désert algérien, un des endroits choisis par la France pour les expériences nucléaires. »



Maddi Ahmad Najem . Algérie
LONGUE ATTENTE

La longue attente des réfugiés sahraouis pour le retour au Sahara occidental.



Mohammed Bakli dit Klimo . Algérie
BELEK

« Depuis que les sachets en plastiques ont envahi nos jardins, les arbres ne produisent plus de fruits : ni oranges, ni citrons... ils sont plutôt couverts de sachets, conséquence d'un usage abusif et inconscient, au détriment de l'environnement. Les couleurs chatoyantes sont utilisées pour les sachets en signe de joies inconscientes. La couleur grise pour l'arbre est signe de tristesse. »



Amour Bouesso Mbamboukoulou . Congo
LA PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

« Il protège sa créature, le créateur. Une créature faite, créée en toute harmonie de formes et de couleurs. Faisons l'effort de protéger tout ce qui nous entoure, de la flore à la faune afin de réguler le rythme atmosphérique. »



St Black Kulture . Burkina Faso
LE PALUDISME

« Le paludisme est la cause principale de la mortalité infantile et de certains adultes ne disposant pas de moyens nécessaires pour prévenir et guérir cette maladie. Je réside dans un pays sahélien, l'un des plus touchés par le paludisme. Ma capitale, Ouagadougou, est pleine de déchets toxiques polluants et d'eaux stagnantes, qui entraînent l'épanouissement des moustiques, vecteurs de cette maladie. En 2013, elle représente toujours un danger pour les populations malgré les progrès de la médecine moderne. Ce panneau présente un moustique en promenade, à la recherche d'une nouvelle proie. Il vise à prévenir et avertir les populations du danger que représente cet insecte pour la santé et la vie humaine. Il peut également rappeler aux autorités administratives le danger que représente toujours cet insecte pour la population et l'importance de le prévenir. »



Kamla Panyasith . Laos
STOP DESTROY MY FOREST

« Couper le bois et détruire la forêt pour l'export vers d'autres pays. Il n'y a pas de plan pour la remplacer. C'est la cause du réchauffement climatique et des inondations. »



St Black Kulture . Burkina Faso
LES CLICHÉS

« Danger des clichés que l'on a sur le continent africain. Ces clichés sont véhiculés principalement par nos médias internationaux et faussent les rapports entre les peuples. Les messages négatifs d'une Afrique pauvre et conflictuelle amenés dans les sociétés occidentales représentent un réel danger sur la falsification de l'histoire du continent. A Ouagadougou, je suis confronté chaque jour à une jeunesse perdue et consciente de tous les fléaux inscrits sur ce panneau. Cette image négative véhiculée ne peut donc que la pousser à rêver d'un eldorado européen et américain. Mais ce n'est selon moi pas la solution. Il est donc important de prévenir ce danger sur le long terme. »



[Redacted] . Laos
DESTROY THE FOREST

« En parallèle du développement, des arbres sont coupés pour construire des maisons, pour la commercialisation, pour préparer des champs... cela a un impact sur la couverture forestière de la planète. »



St Black Kulture . Burkina Faso
LE GASPILLAGE DE L'EAU

« Le problème tient à plusieurs facteurs. D'abord à la désuétude du matériel utilisé pour la gestion publique de l'eau. Par exemple, souvent, le robinet d'une borne fontaine est attaché par un simple caoutchouc. Certains gérants de ces mêmes bornes laissent trop souvent couler de l'eau en remplissant des chercheurs d'eau. De son côté, l'Office national de l'eau et d'assainissement dispose de tuyaux et robinets désuets, qui en se détériorant, entraînent d'importantes fuites d'eau. Le second facteur est une utilisation abusive de l'eau potable par la population burkinabée. Qu'il s'agisse du lavage des véhicules, de l'arrosage des fleurs ou autres plantes décoratives, la gestion rationnelle de cette ressource vitale ne semble pas être un souci pour beaucoup d'utilisateurs. Ce panneau montre deux robinets représentant la gestion privée et publique de l'eau. Ces deux robinets laissent chacun couler des gouttes afin d'illustrer le danger lié au gaspillage de l'eau. « L'eau est une ressource de plus en plus rare, en termes de qualité et de quantité, prenons en soin ! », tel est le message que je souhaite faire passer à travers ce panneau. »



[Redacted] . Laos
THE CORRUPTION

« Les hommes sur la planète peuvent dire que tous les gens ont besoin d'être heureux. Certaines personnes font tout ce qu'elles peuvent pour avoir ce qu'elles veulent, sans penser aux impacts que cela peut avoir sur les autres. Le paiement sous la table est un danger pour la vie sociale aujourd'hui. Cela va à l'encontre du développement et peut malheureusement arriver à tout moment. Il y a tellement de personnes qui renient le fait qu'ils sont corrompus... »



Sivilay Souvannasing . Laos

PLEASE DON'T THROW

« Canaux, lacs et rivières sont beaux, propres, ils sont la perfection de la nature. Mais à cause du développement, de la pression démographique et des constructions, la pollution est de plus en plus présente. Les magnifiques rivières et leurs nombreuses espèces de poissons sont touchées. Dans certaines zones, les poissons meurent en grand nombre. Ce triangle doit dire aux gens de faire attention à la vie des rivières. »



Sivilay Souvannasing . Laos

BE CAREFUL BOMB

« Habitants de la Province de Xiengkouang, habitants de la zone à l'est de la Province de Savannakhet, habitants de la montagne de Phoulaung, prenez soin de vos vies : de très nombreuses bombes ont été lâchées dans vos campagnes ! »



Oudomxday Thammavong . Laos

DON'T CUT ME

« Dans notre monde les arbres sont vraiment importants. S'il vous plaît, tout le monde, plantez des arbres, encore et encore pour avoir un monde meilleur. Aujourd'hui les arbres sont de moins en moins nombreux, et ce phénomène s'accélère. Cela a un impact sur la vie humaine et la vie animale. L'espace offert aux animaux se restreint. Les arbres sont brûlés. La planète se réchauffe. »



Oudomxday Thammavong . Laos

WHERE IS MY TREE ?

« En coupant les arbres on participe au réchauffement de la planète et les animaux ne peuvent s'adapter à cela. Leurs milieux de vie ont changé. Exemple : la glace fond très rapidement. Les arbres sont coupés et les animaux ont moins de place. »



Sungklom Sivilaii . Laos

DON'T FORGET OUR CULTURE

« Faire attention aux magnifiques cultures qui disparaissent. Chaque membre de la famille, père, mère, frère, sœur, petite sœur et grande sœur, grand frère, doit protéger les coutumes et la culture afin que celle-ci ne disparaisse pas. »



Lai Lone . Myanmar

POISON ROSE

« The Drug are the anime of ours future generation. And it can kill not only present but also the future. »



Salai Suan . Myanmar

EDUCATION AU MYANMAR

La volonté politique de développer l'éducation est là mais pas les outils pour la mettre en place.



Salai Suan . Myanmar

LAW AND ACTIVIST

L'article 18 condamne toute personne reconnue coupable de participer à une manifestation organisée sans l'autorisation du gouvernement à une peine pouvant aller jusqu'à un an d'emprisonnement, une amende ou ces deux peines.



Phoe Zaw dit 4 Zaw . Myanmar

BEWARE YOUR ARM

« He would like to emphasize the transportation's condition in Myanmar, especially in Yangon. Lower and middle level peoples from Yangon taking a bus for going to work or other business. In his artwork he would like to give a message to the people that don't put your hand on the bus's window. This behavior is very dangerous. »



Florent Kassai . République Centrafricaine

LATRINES

« Dans plusieurs quartiers de Bangui mais aussi, et surtout, dans l'arrière-pays, de nombreuses familles manquent de latrines. Pour se soulager, les adultes se rendent en brousse (le cas des villages) ou se servent des toilettes de leurs voisins (cas de Bangui et de certaines grandes villes de province) tandis que les enfants, eux, défèquent à l'air libre dans la cour... Toutes ces pratiques sont inquiétantes dans un pays comme la RCA où les nourritures, moins protégées, sont souvent exposées aux microbes par la poussière et les mouches. Les points d'eau sont infectés et la population exposée aux risques de maladies. D'où la nécessité de construire et d'utiliser correctement des latrines. »



Epaphrodite Binamungu . **Rwanda**

INDIVIDUALISME

« Normalement la famille est la cellule mère de la Nation, quand il y a un désaccord en famille (dans le triangle papa et maman regardent chacun dans sa direction), quand l'égoïsme et l'individualisme règnent dans une famille, c'est le danger qui s'installe. Les conséquences sont néfastes pour les enfants et pire encore dans les milieux africains de familles nombreuses. D'où une conséquence sociale, économique..et éducationnelle. »



Salah Eldin Ibrahim . **Soudan**

DANGEROUS ANIMALS



Ahmed Hussien Mahmoud Ibrahim . **Soudan**

MYCETOMA

Is a chronic, progressively destructive morbid inflammatory disease usually of the foot but any part of the body can be affected.



Salah El Mur . **Soudan**

LE TERRORISME,
L'ISLAM POLITIQUE,
L'EXPLOITATION DE LA RELIGION
POUR OPPRIMER ET EXCLURE
LES AUTRES



Ramadan Saeed . **Soudan**

CRIQUETS

« Les criquets représentent un grand danger pour les récoltes saisonnières qui font vivre des familles entières au Nord et les espaces cultivés, juste au bord du Nil (grand fleuve) ne sont pas vastes. »



Ameer Yousef El-Seddig . **Soudan**

BEWARE OF MINES



Mong . **Timor Leste**

NATURAL DISASTER

Au moment où il a créé son œuvre il y avait des inondations dans le district de Covalima et l'un de ses amis faisait partie des personnes touchées.



Alfeo Sanchez Pereira . **Timor Leste**

EMPTY

« Big problem is when you don't know that we do have problem... »



David Da Silva . **Timor Leste**

ATENSAUN BA DALAN NEBE EMA LIU HO RISKU TRAKU NIAN

« Les accidents de la circulation sont un problème commun au Timor Oriental et spécialement à Dili. Il n'a jamais eu d'accident mais en entend souvent parler. »



Lamia Hezam Abdo Zaid . **Yemen**

PALM TREES FALL



La soirée

La soirée s'est tenue le 19 juin 2014 au Transboreur à Villeurbanne. Elle a rassemblé les adhérents, amis et partenaires de Triangle G H. Une programmation musicale et théâtrale riche de sens et de fantaisie festive s'est poursuivie jusque tard dans la nuit.

Nous remercions les artistes qui ont offert à Triangle G H et ses invités des spectacles uniques :

Le Son du Peuple Feat JC001 qui a clôturé la soirée et nous a fait vibrer jusqu'au petit matin

Mathurin Bolze qui nous a offert un magnifique spectacle vivant et aérien sur son trampoline

Le Babel Orkestra et son répertoire où les musiques des Comores, du Bénin, du Kosovo et de Turquie se mêlent au folklore imaginaire de l'Arfi*.

Bruno Dangerhouse qui a donné le coup d'envoi avec une sélection de morceaux choisis dans ses bacs.

Claude Couffin et Valentin Traversi qui ont animé la vente aux enchères

Nous remercions également nos partenaires qui sont intervenus pendant la soirée :

- **Arnaud Balner**, représentant du Centre de Crise du ministère des Affaires étrangères
- **Véronique Moreira**, Vice-présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes, déléguée à la Coopération solidaire
- **Karine Dognin-Sauze**, adjointe au maire de Lyon chargée des Relations Internationales et affaires européennes, et de la Coopération décentralisée et solidarité internationale. ■

* Association à la recherche d'un Folklore Imaginaire



Les partenaires associés à la célébration des 20 ans de Triangle G H



“ Les partenariats privés ”

Depuis sa création, Triangle G H a associé des partenaires économiques privés à la mise en œuvre de ses projets humanitaires. De grands groupes, des fondations d'entreprise, des groupements d'intérêt, des comités d'entreprise (Total, Fondation de France, Fondation Hermès, intercommunalité Toulouse-Blagnac, Comité National Olympique et Sportif Français, TEFAL) se sont associés aux actions de Triangle G H sur le terrain.

Dans tous les projets développés, la priorité est donnée aux besoins et intérêts des populations bénéficiaires.

En 2014, plusieurs partenaires privés se sont associés aux actions de Triangle G H sur le terrain à travers un soutien financier et du mécénat de compétences.

En République Centrafricaine

- La **Fondation Orange** soutient un projet de relance économique « Vers une amélioration durable des conditions de vie des populations agricultrices les plus vulnérables de la Ouaka »
- La **Fondation d'entreprise Air France** soutient un projet d'urgence « Enfants des Rues de Bangui »



En Birmanie

- La **Fondation Lord Michelham of Hellingly** soutient un projet de sécurité alimentaire « Amélioration des conditions de vie des populations rurales isolées de l'Etat du Chin »
- Le cabinet de conseil **Argon Consulting** réalise une mission d'expertise « Amélioration de la gestion des ONG partenaires de Triangle G H ».



Au Timor Oriental

- La **Fondation RAJA-Danièle Marcovici** soutient un projet en faveur des femmes « Pour la réinsertion socioéconomique des femmes victimes de violence au Timor Oriental »



En République du Congo

- Le cabinet de conseil **Argon Consulting** réalise une mission d'expertise « Analyse de la structure économique-organisationnelle du centre de ressources rural de Loukakou »



Au Soudan (2015)

- Le **Fond Suez Environnement Initiatives** soutient un projet eau, hygiène et assainissement « Améliorer l'accès à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires décentes au Darfour »



2014, un nouveau président pour Triangle G H

Patrice Houel a été élu président en mai 2014, il remplace Stéphane Mercado qui occupait cette fonction depuis 2002. Patrice Houel a 59 ans, il est marié et père de deux enfants. Il a dirigé plusieurs entreprises notamment dans le secteur de la vente et de la maintenance d'équipements industriels. Il est aujourd'hui consultant en management de transition.

“ Cela fait 12 ans que je suis membre bénévole du conseil d'administration, à différents postes dans les commissions et au bureau en qualité de secrétaire. Au contact des professionnels de l'humanitaire, j'ai découvert un milieu professionnel inconnu pour moi, avec des problématiques complexes qui m'ont donné envie de m'y intéresser en profondeur. Par ailleurs, j'ai rencontré dans cette association originale à plus d'un titre (ses compétences, ses engagements, son mode de gouvernance, ses valeurs) un projet humain qui mérite d'y consacrer du temps, et si possible de partager mes connaissances et mon expérience du management des entreprises. Certes, les objectifs sont différents et les bénéficiaires ne sont pas des clients, mais les outils pour orienter le développement, gérer, organiser et tenir nos engagements sont le plus souvent adaptés aux évolutions d'un milieu humanitaire en plein mouvement. ”

“ L'équipe lyonnaise, siège national de l'association ”

DIRECTION GÉNÉRALE

Christian Lombard
Patrick Verbruggen

ADJOINT DE DIRECTION

Jean-Luc Jouhaneau

RESPONSABLE DE GESTION

Mounir Attallah

CHARGÉ DE GESTION

Arnaud Loutoby

RESPONSABLES DE MISSIONS

Anne Barthès
Benoit Darrieux, Ivan Deret
Anne Tréhondart

CHARGÉS DE PROGRAMMES

Olivier Corbet
Guillaume Mongellaz

PÔLE TECHNIQUE

Gilles Groizeleau
Socio-éducatif et psychosocial

Eric Martin
Génie civil et construction

Lionel Roux
*Sécurité alimentaire
et développement rural*

Joël Terville
Eau, hygiène et assainissement

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Alexandra Bourdekas

CHARGÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Régis Dondain

CHARGÉS DES PARTENARIATS PRIVES

Félicie Chevallier, Serge Gruel

COMPTABILITÉ

Sylvie Houel

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

Sophie Dreyer

ASSISTANT DE GESTION

Jérôme Leconte

AGENT D'ENTRETIEN

Saliha Djemai

“ Le Conseil d'administration de l'association au 31 décembre 2014 ”

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale annuelle pour 3 années renouvelables. Ils exercent leur fonction bénévolement. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Chaque Conseil est précédé d'une réunion de Bureau (président, trésorier et secrétaire) qui prépare, avec la direction générale de l'association, les réunions du CA.

PRÉSIDENT

Patrice Houel
Consultant en management

VICE-PRÉSIDENTE

Véronique Valt
Consultante en communication

TRÉSORIER

Victor Bérard
*Ancien expert-comptable
et commissaire aux comptes*

TRÉSORIER ADJOINT

Yves le Sergent
Administrateur Biennales de Lyon

SECRÉTAIRE

Bertrand Quinet
*Responsable de formation
Institut Bioforce*

SECRÉTAIRE ADJOINT

Christophe Cloarec
Informaticien

MEMBRES

Catherine Bethenod – *Hypnothérapeute*
Olivier Brachet – *Vice-président de la communauté urbaine de Lyon*
Didier Dematons – *Réalisateur (audiovisuel)*
Stéphane Mercado – *Employé - Decaux*
Philippe Merchez – *Photographe et enseignant*
Monique Montel – *Ancien cadre du secteur médico-social*
Bernard Mourenas – *Consultant informatique*

Sur le terrain, la constitution des équipes varie en fonction des activités en cours.

Elles sont généralement composées d'un chef de mission, d'un administrateur et de chefs de projet.

En 2014, 64 personnes salariées expatriées ont pris part aux activités de l'association ainsi que 417 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine.

Trois commissions mixtes, composées de salariés et de membres du Conseil d'administration, se réunissent régulièrement pour préparer les dossiers qui seront soumis au débat et/ou au vote du Conseil d'administration.

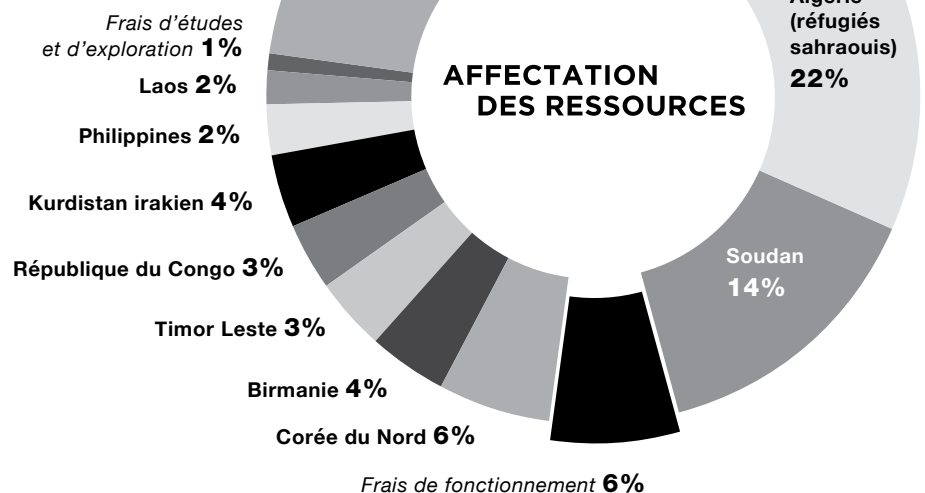
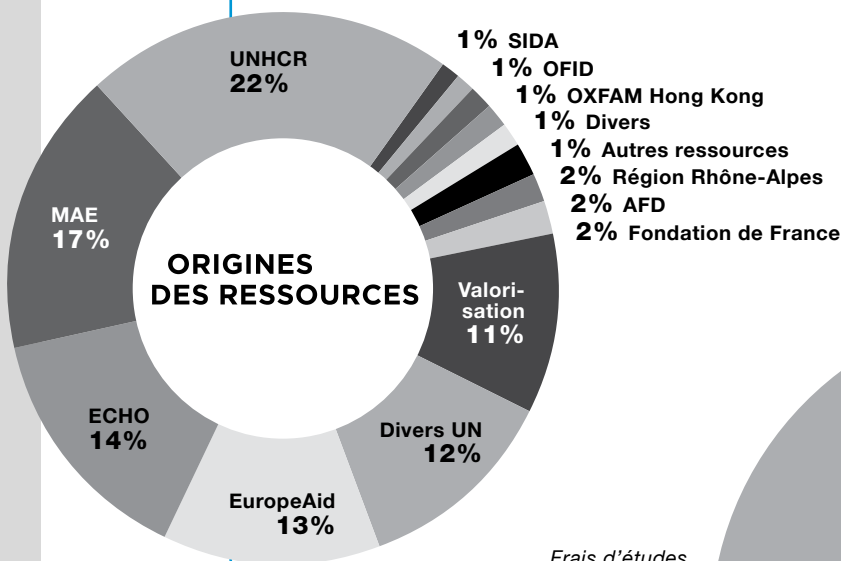
Ces commissions « techniques » (stratégie générale, programmation, et communication) n'ont pas de rôle décisionnaire.

Elles ont par ailleurs – avec les membres du Bureau (président, trésorier et secrétaire) – une fonction de contrôle interne et de prévention des risques.

ORIGINE ET EMPLOIS DES RESSOURCES

BUDGET 2014 : 11 261 K€

(DONT 1 173 K€ DE VALORISATION)



■ **UNHCR** : Agence des Nations unies pour les réfugiés ■ **MAE** : Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
 ■ **ECHO** : Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile ■ **EuropeAid** : Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne ■ **Divers UN** : Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Fonds humanitaire commun des Nations unies (CHF), Programme Alimentaire Mondial (PAM), Fonds d'intervention d'urgence (OCHA/ERF), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
 ■ **Valorisation** : Dons en nature du Programme Alimentaire Mondial (PAM), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), de diverses ONG en République Centrafricaine et communautés villageoises au Timor Leste. Mécénat de compétence : Argon Consulting ■ **AFD** : Agence Française de Développement ■ **Autres ressources** : Produits financiers et exceptionnels, vente, dons et cotisations ■ **Divers** : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Raja Danièle Marcovici, Fondation d'entreprise Air France, Ambassade de Pologne en Corée du Nord, CCFD – Terre solidaire, Secours Catholique, Operation Blessing International (OBI) ■ **OFID** : Fonds de l'OPEP pour le Développement international ■ **SIDA** : Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement.

BILAN ACTIF	31/12/2014			31/12/2013
	BRUT	AMORT. & PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	2 139	2 139	-	1 048
Immobilisations corporelles				
Constructions	220 000	96 093	123 907	138 559
Autres immobilisations corporelles	468 992	376 437	92 555	140 771
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	5 798	-	5 798	5 782
TOTAL	696 929	474 668	222 260	286 162

Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	8 191	-	8 191	8 982
Avances et acomptes versés sur commandes	2 000	-	2 000	36 210
Créances d'exploitation				
Créances usagers et comptes rattachés				3 862
Autres créances	7 006 024	33 291	6 972 733	7 417 579
Disponibilités	742 292		742 292	741 322
Charges constatées d'avance	6 783		6 783	10 109
TOTAL	7 765 290	33 291	7 731 999	8 218 063
TOTAL GENERAL	8 462 219	507 959	7 954 259	8 504 225

BILAN PASSIF	31/12/2014	31/12/2013
	NET	NET
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Report à nouveau	719 100	984 904
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-169 624	-265 804
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	22 895	27 228
TOTAL	572 371	746 328
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	41 211	30 158
TOTAL	41 211	30 158

DETTES		
Facilité de caisse Crédit Coopératif	100 000	200 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	171 190	192 643
Emprunts et dettes financières divers	465	847
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	487 364	752 620
Dettes fiscales et sociales	191 090	210 742
Produits constatés d'avance	6 390 568	6 370 888
TOTAL	7 340 677	7 727 739

TOTAL GENERAL	7 954 259	8 504 225
----------------------	------------------	------------------

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2014	31/12/2013
	TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Subventions d'exploitation	9 755 471	9 120 959
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		32 356
Collectes	38 395	11 077
Cotisations	240	960
Autres produits	10 745	5 115
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	9 804 851	9 170 467
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	25 863	5 745
Variation de stocks	1 001	-2 859
Autres achats et charges externes	7 777 628	7 370 663
Impôts, taxes et versements assimilés	94 746	98 650
Salaires et traitements	1 471 029	1 322 281
Charges sociales	577 275	536 860
Autres charges de personnel	2 000	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	52 395	59 097
Dotations aux provisions sur actif circulant	11 053	30 158
Autres charges	15 599	8 913
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	10 028 589	9 429 509
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	-223 738	-259 042
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 612	1 146
Différences positives de change	56 127	20 567
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		46
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	58 738	21 758
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	24 798	18 103
Différences négatives de change	13 012	42 751
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	37 810	60 854
2 - RESULTAT FINANCIER	20 928	-39 096
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-202 809	-298 138
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	54 743	45 807
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	54 743	45 807
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 789	10 805
Sur opérations en capital	14 768	2 668
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 558	13 473
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	33 185	32 334
TOTAL DES PRODUITS	9 918 333	9 238 032
TOTAL DES CHARGES	10 087 957	9 503 836
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	-169 624	-265 804
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-169 624	-265 804
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Dons en nature	1 173 398	148 177
TOTAL	1 173 398	148 177
Charges		
Dons en nature	1 173 398	148 177
TOTAL	1 173 398	148 177

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS EN 2014



Merci à l'Ambassade de Pologne en Corée du Nord, au Comité d'entreprise de TEFAL,
à tous nos donateurs et bénévoles.



GENERATION HUMANITAIRE

organisation de solidarité internationale

1 rue montriblond :: 69009 Lyon
T : +33 [0]4 72 20 50 10 :: F : +33 [0]4 72 20 50 11
info@trianglegh.org :: www.trianglegh.org

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256

